



L 15290 - 2536 - F: 1,20 €

Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2536
10 mars 2017
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Emplois, salaires, retraites doivent passer avant les profits!

Nathalie Arthaud, le camp des travailleurs



**Fillon, Le Pen,
Macron...**

**Tout pour
les patrons**

Page 4

**Santé et fonction
publique**

**Dans la rue
contre la galère**

Pages 3 et 11

8 mars

**Vive la lutte
des femmes
travailleuses!**

Page 6

Présidentielle: pour faire entendre le camp des travailleurs, votons Nathalie Arthaud!

Dimanche 5 mars, Fillon, d'ordinaire haineux contre la rue quand il s'agit des travailleurs en lutte, a lui-même mobilisé la France antiouvrière des beaux quartiers et de la Manif pour tous. Les dirigeants de la droite auraient cependant aimé l'écarter. Ce qui les gêne n'est pas que Fillon ait arrosé sa famille avec l'argent public, ni qu'il ait été en affaires avec un milliardaire, car ce sont des pratiques courantes dans ce milieu. Ni, bien sûr, son programme réactionnaire. Ce qui les gêne est que Fillon risque, en perdant l'élection, de leur faire rater les places de ministres et de députés qu'ils convoitaient. Voilà la « morale » qui explique les grandes manœuvres des derniers jours. Le problème de la droite n'est pas seulement Fillon mais tout le panier de crabes de ces politiciens qui, quand ils parlent avec emphase de la France, pensent à leurs postes et à leurs ambitions!

Et ce ne sont pas les seuls dont les promesses ne valent que le temps d'une campagne et qui, s'ils sont élus, serviront les riches et se serviront au passage.

Sous prétexte d'égalité, Macron veut aligner tous les régimes de retraite sur le moins avantageux d'entre eux, comme l'ont tenté Juppé en 1995 et Fillon en 2003. Il veut contraindre les chômeurs à accepter une deuxième offre d'emploi, même avec un salaire au rabais – comme si le chômage était de leur faute! Il a inspiré la loi El Khomri, il veut maintenant la durcir. Et, en voulant réduire l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur la fortune, il promet autant de cadeaux pour les plus riches que d'attaques contre les travailleurs.

Quant à Le Pen, elle promet, comme Macron, d'abaisser l'impôt sur les sociétés. Rien dans son programme ne lèse les capitalistes. Les seuls qu'elle attaque sont les étrangers, ceux qui travaillent dans le bâtiment, le nettoyage ou la restauration. Autrement dit, en parlant de « préférence nationale », elle divise les travailleurs, pour les empêcher de s'en prendre à leurs vrais ennemis, les bourgeois.

Hamon et Mélenchon s'adressent à l'électorat déçu par Hollande. Mais tous deux sont, comme Macron, des héritiers de cette gauche gouvernementale qui sert la classe capitaliste depuis des décennies. Tous deux ont soutenu Hollande en 2012. Tous deux ont été des ministres de ce PS qui a tant attaqué le monde du travail. Aujourd'hui, ils critiquent son bilan. Mais eux aussi veulent être élus pour gérer le système

tel qu'il est, ce qui se traduirait par de nouvelles désillusions.

Certes, les élections n'ont jamais changé les choses. On y choisit les pantins qui gouvernent, pas les capitalistes qui tirent les ficelles. Alors, la seule façon utile pour les travailleurs de se servir de leur bulletin de vote est de dire leur opposition aux politiques antiouvrières de la droite ou de la gauche gouvernementale. C'est le sens de la candidature de Nathalie Arthaud, présentée par Lutte ouvrière.

Voter Nathalie Arthaud, c'est affirmer que les emplois, les salaires et les retraites des travailleurs doivent passer avant les dividendes des actionnaires. En 2016, les seules entreprises du Cac 40 ont engrangé 75 milliards de profits. Avec une telle somme, on pourrait embaucher plus de deux millions de travailleurs correctement payés.

Voter Nathalie Arthaud, c'est affirmer que, contre le fléau du chômage, il faut répartir le travail entre tous, sans perte de salaire, et commencer par interdire les licenciements et les plans de suppressions d'emplois.

Voter Nathalie Arthaud, c'est affirmer la nécessité d'une augmentation générale des salaires et des retraites de 300 euros. Pas un salaire, pas une pension ne doivent être inférieurs à 1800 euros net.

Voter Nathalie Arthaud, c'est affirmer qu'il faut abolir le secret des affaires. Comment croire une entreprise comme PSA, qui se disait au bord de la faillite pour justifier la fermeture d'une usine et la suppression de 17000 emplois, mais affiche aujourd'hui un bénéfice historique et rachète Opel? Il faut que les travailleurs puissent contrôler les comptes des entreprises.

Voter Nathalie Arthaud, c'est affirmer que l'argent public doit aller aux services publics, et non au patronat.

Voter Nathalie Arthaud, c'est affirmer que tous les travailleurs ont les mêmes intérêts, quelle que soit leur nationalité ou la couleur de leur peau.

Voter Nathalie Arthaud, c'est affirmer sa fierté d'appartenir au camp des travailleurs.

Voter Nathalie Arthaud, c'est se préparer à riposter aux attaques du futur président, quel qu'il soit, et de son gouvernement.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ	
Les candidats et l'économie: pas touche aux profits patronaux	4
« Petits » patrons: les risettes de Fillon, Macron, Le Pen	4
Fillon chez lui	4
De Hollande à Cazeneuve: le FN, épouvantail commode	5
Le Pen: dans les affaires, comme Fillon	5
Le programme de Mélenchon: bien soumis au capital	5
8 mars: vive la lutte des travailleuses	6
Harcèlement au travail	6
Calais: les autorités contre les migrants	6
Grande-Synthe: le gouvernement laisse pourrir la situation	6
Violences policières: une politique de classe	7
Affaire Traoré: la justice s'acharne	7
Le 19 mars, marche pour la justice et la dignité	7
Le DAL en procès	7
Salon de l'agriculture	16
Tempête Zeus: EDF enterre les travaux	16
LA CAMPAGNE	
Échos de campagne	8
Déjà 557 parrainages d'élus	8
Profits du CAC 40: le casse du siècle	9
Halte à la stagnation des salaires!	8
Affirmer un courant communiste	9
PME: prétexte pour protéger les gros	9
Sur le blog de Nathalie: Fillon droit dans ses bottes sur le Titanic	9
Dans les médias	9
Réunions publiques	9
ENTREPRISES	
Santé et fonction publique dans la rue le 7 mars	11
ArcelorMittal	11
La Barre-Thomas - Rennes	11
Hôtel Crillon	11
Mariage PSA-Opel	12
ANSYS - Villeurbanne	12
Sillia - Vénissieux: une fermeture probable	12
Air France: augmentez les salaires!	13
Égalité salariale, on attendra	13
Trinéo - Sevrans	13
SNCF Paris- Nord: réorganisation dans les gares	14
Saint-Pierre-des-Corps: réaction contre une agression	14
Ateliers du Landy: suppressions de postes	14
Technicentre - Rennes: du pognon!	14
DANS LE MONDE	
Europe: de moins en moins unie	10
Yémen: les conséquences désastreuses de l'intervention impérialiste	10
Turquie: Erdogan se sent menacé	16
Budgets militaires: la mort est leur métier	10
RUSSIE 1917	
La révolution dans l'armée	15

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Emplois publics : de l'embauche et des augmentations !

Cible de la plupart des candidats à la présidentielle, les salariés de la fonction publique étaient appelés à manifester le 7 mars, contre le manque d'effectifs face à la quantité de travail qui leur incombe, et contre la baisse de leur pouvoir d'achat entamé par cinq ans de gel des salaires.

La fonction publique comptait, selon les derniers chiffres de fin 2014 publiés par l'Insee, 5,4 millions de salariés, dont une partie à temps partiel. Tous n'ont pas le statut de fonctionnaire : 1,5 million d'entre eux bénéficient de contrats divers, dont 13% de contrats aidés, particulièrement précaires et peu coûteux pour l'employeur. Près de la moitié d'entre eux sont en catégorie C, les postes les plus mal rémunérés, en particulier dans les hôpitaux et encore plus dans les collectivités locales où ils constituent les trois quarts des emplois.

En tant que salariés payés par l'État, donc par les impôts, ces salariés

ont le privilège, dont ils se passeraient bien, d'être un enjeu tout trouvé dans les programmes électoraux réactionnaires des Fillon, Macron, Le Pen et autres. Quand Fillon parle de les passer à la paille de fer, il évoque le chiffre délirant de 500 000 suppressions de postes, l'augmentation des horaires de travail, alors que beaucoup dépassent déjà largement les 39 heures, et la baisse de leurs retraites. Et si Macron, lui, appelle cela moderniser, c'est non seulement pour s'en prendre au statut de ceux qui sont fonctionnaires, mais aussi pour proposer 120 000 suppressions de postes, donc d'emplois.

Le Pen, quant à elle, s'en

prendrait aux retraites, aux salaires qu'elle propose d'individualiser, et au jour de carence lors d'arrêts maladie, comme Fillon au demeurant. Aucun, évidemment, ne propose de rétablir les 150 000 postes supprimés pendant le quinquennat de Sarkozy sous les auspices de la « révision générale des politiques publiques » (RGPP), ni ceux qui ont continué à fondre grâce à la « modernisation de l'action publique », la MAP, avec Hollande.

Aucun parmi les candidats de la bourgeoisie n'ose s'en prendre ouvertement au nombre de salariés des hôpitaux, tant leurs conditions de travail sont catastrophiques aux yeux de tous. Mais ils n'ont aucun complexe pour s'en prendre à tous les autres, notamment à ceux des collectivités locales, dont la réforme territoriale et ses conséquences ont multiplié les tâches et bouleversé le mode de vie.



Les hospitaliers en manifestation à Lyon le 7 mars.

S'en prendre aux salariés de la fonction publique, quel que soit leur statut, c'est prétendre, contre toute évidence, qu'il y a trop de personnel dans les écoles et les maisons de retraite, trop d'agents chargés d'entretenir les routes, trop d'interlocuteurs à Pôle emploi, trop de soignants, trop d'administratifs pour

payer les allocations et les pensions, etc. Et c'est surtout s'en prendre aux salariés en général, toujours suspectés de coûter cher, comme le prétendent les patrons, alors que tous non seulement fabriquent littéralement leurs profits, mais font fonctionner l'ensemble de la société.

Viviane Lafont

Le feuilleton Fillon : les politiciens tels qu'en eux-mêmes

Après les révélations du Canard enchaîné, la droite s'est déchirée autour de la candidature de Fillon. Dans un premier temps les caciques du parti ont fait contre mauvaise fortune bon cœur. Puis, au fur et à mesure que la cote de Fillon baissait dans les sondages, des voix de plus en plus nombreuses ont demandé son remplacement.

Juppé aurait eu les faveurs de certains mais, semble-t-il, pas de Sarkozy. Ce dernier n'a pas réussi à imposer Baroin et, mardi 7 mars, les dirigeants de LR, prêts deux jours avant à débarquer Fillon, ont mangé leur chapeau et sont revenus s'aligner derrière lui. Quelques-uns refusent encore de s'aligner et la messe n'est peut-être pas encore dite...

Tous ces personnages ont affirmé bien haut agir

au nom de l'intérêt national, pour les plus pompeux, de celui de leur parti pour les plus modestes. Mais la réalité est bien plus prosaïque.

Le fait que Fillon ait détourné un million d'euros d'argent public au profit de sa famille ne leur pose pas vraiment de problème. On imagine sans peine que ses prédécesseurs et ceux qui rêvent de prendre sa relève souhaiteraient faire aussi bien et aussi rentable. Fillon est subventionné par

un financier, coaché par un autre ? Là encore, c'est la règle du milieu. Sarkozy allait chez les Bettencourt, Chirac chez Dassault, Mitterrand chez Rousselet et Macron va chez tout le monde. Fillon s'appuie sur un petit cercle de punaises de bénitiers, d'abbés en soutane et rangers, d'adversaires farouches des libertés des femmes ? Chacun doit avoir sa base. Fort de toutes ces amitiés et lesté de tous ces cadeaux, Fillon promet du sang et des larmes pour les travailleurs et les petites gens ? C'est exactement ce que souhaitent tous ses amis et concurrents.

Non, ce n'est pas Fillon lui-même, ce qu'il a fait et ce qu'il promet de faire qui gêne ce petit

monde et le pousse à occuper nuit et jour les médias, comme si son malheur était le centre du monde. Ces gens craignent en fait pour leurs carrières, leurs postes, leurs cassettes. La victoire étant promise à Fillon, ils se voyaient déjà qui ministre, qui sénateur ou député, conseiller, chef de cabinet, ambassadeur... Car un président distribue les places et les prébendes. Or la révélation des détournements de Fillon et son entêtement à se maintenir font craindre le pire à tous ces voraces : l'élection peut être perdue et le blé tomber dans une autre mangeoire. Chez eux, le nerf sensible, c'est le portefeuille.

Les soutiens des autres grands candidats en lice et

des commentateurs qui se veulent lucides se désolent en disant que les affaires de Fillon détournent le public du véritable débat électoral, autour des véritables choix politiques qu'ils proposent. Mais, en fait de débat, il ne s'agit pour eux que de la meilleure façon de tromper les électeurs. Alors, au fond, quoi de plus révélateur sur les politiciens que de les voir se déchirer toute honte bue pour leur intérêt personnel ? Surtout si l'on se souvient que les politiciens de gouvernement, de tout l'arc politique, ne peuvent faire leurs petites affaires que s'ils se montrent capables de protéger les grandes, celles des capitalistes.

Paul Galois

AGENDA

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Argenteuil

Samedi 11 mars à partir de 17 heures
Complexe Jean-Vilar, Boulevard Héloïse
à 19 heures : allocution de Nathalie Arthaud

Creil

Samedi 11 mars à partir de 16 heures
Salle Georges-Brassens à Villers-Saint-Paul
à 18 h 30 : allocution de Roland Szpirko

Angers

Samedi 18 mars à partir de 16 heures
Salle Aragon, rue Joseph-Bara à Trélazé
à 19 heures : allocution de Nathalie Arthaud

Montbéliard

Samedi 18 mars à partir de 16 heures
La Roselière, place du Champ-de-Foire
à 19 h 30 : allocution de Michel Treppo



Les candidats et l'économie : pas touche aux profits patronaux !

Ce n'est pas en fonction de leur programme précis que les « gros » candidats à la présidentielle recueilleront plus ou moins de suffrages. Ils se doivent néanmoins d'en présenter un, correspondant à leur positionnement sur l'éventail politique des partis bourgeois.

S'ils tentent autant que possible d'avoir l'air innovants, ils recyclent en guise de programme les vieilles recettes mises au service du profit du patronat et des actionnaires. Fillon jouera, dit-il, la carte de l'intelligence artificielle en favorisant l'investissement dans les start-up. Macron, celle des cleantechs, ce qui a le triple avantage de sonner propre, technique, et anglo-saxon, sans vouloir rien dire. Hamon mise sur la transition écologique, qui serait riche en emplois, et envisage de taxer les robots. Le Pen, moins inventive, évoque le « patriotisme économique impossible à mettre en œuvre dans le cadre de l'Union européenne ».

Mais une constante figure, à une sauce ou à une autre, dans le programme de tous. Le CICE, le crédit d'impôt compétitivité-emploi, ce cadeau qui, entre sa création par Hollande en

2013 et fin 2015, a rapporté aux entreprises 48 milliards d'euros, subsiste. Il se trouve même, pour certains, pérennisé, pour que ces messieurs puissent compter assurément sur cette ligne budgétaire. Fusionné avec les divers allègements de taxes et de cotisations sociales patronales chez Fillon, le CICE nouveau créerait un véritable choc de compétitivité, pour faire écho aux souhaits de Gattaz. 40 milliards seraient d'ailleurs reversés immédiatement au patronat, au 1^{er} septembre prochain.

Macron transformerait, transfigurerait même le CICE en allègement de charges pérenne, de même que Le Pen. Hamon, ancien ministre de Hollande, ne renie pas cette mesure. Il en consacrerait une partie à augmenter quelque peu le RSA (jusqu'à 600 euros par mois) et conditionnerait son versement à une réduction

du temps de travail... de la même façon sans doute qu'il devait prétendument servir à créer des emplois et n'en a créé aucun !

Sur le mode « haro sur les dépenses publiques », Macron met la barre à 60 milliards de baisses consistant pour partie en 10 milliards économisés sur l'indemnisation du chômage, et pour partie en 15 milliards d'économies sur les dépenses de santé. Mais Fillon peut mieux faire : il promet 100 milliards de baisse de dépenses publiques, qu'il irait chercher sans doute en supprimant 500 000 emplois dans la fonction publique. Le Pen prétend faire des économies en supprimant l'aide médicale d'État pour les plus démunis : tant pis si, la prévention et les soins simples une fois supprimés, le coût de la santé pour les plus pauvres exploserait inévitablement par la suite.

Perpétuant le mythe de la baisse des taxes pour le patronat qui favoriserait l'embauche, les uns ou les autres promettent de baisser l'IS, l'impôt sur les bénéfices des sociétés. En échange, il leur faudra



bien augmenter... la TVA de deux points pour Fillon, ou la CSG pour Macron, ou taxer les embauches de travailleurs étrangers ou des produits importés pour Le Pen, ce qui est inepte et choquant.

Les salaires insuffisants, les allocations et les retraites ? Aucun de ces

messieurs-dames, qui n'ont pas et n'auront jamais de problèmes de fin de mois, n'en a cure. Le chômage, la situation tragique de ces six millions de travailleurs sans emploi, au bas mot, pas davantage ! Ce ne sont pas les intérêts de ces électeurs-là qu'ils représentent.

Viviane Lafont

Petits patrons : les risettes de Fillon, Macron, Le Pen

Lundi 6 mars, Fillon, Macron et Le Pen se sont rendus à l'invitation de la CPME, la confédération des patrons des petites entreprises. Ils ont tous les trois fait des promesses alléchantes à ces patrons, loin d'être tous petits.

Si Fillon l'a emporté à l'applaudimètre en promettant de « casser la baraque » et de provoquer « un choc de compétitivité », Macron avait ses fans. Ce n'est pas une surprise tant, comme l'a écrit le journal *Les Échos*, « Fillon et Macron convergent sur les PME ». Comme l'a résumé l'un des responsables patronaux présents à cette audition : « Un ticket Fillon-Macron nous irait très bien. » On ne saurait être plus clair !

Comme les cinq « grands » candidats, Mélenchon inclus, Fillon et Macron veulent réduire l'impôt sur les sociétés de 33 à 25 %. Tous deux promettent en plus de limiter à 30 % les prélèvements sur les revenus du capital, cotisations sociales incluses. Tous deux s'engagent à réduire voire supprimer l'ISF.

Ils promettent de fusionner en une seule instance, dans toutes les entreprises, la représentation du personnel, ce qui réduira encore un peu les moyens

légaux des délégués des travailleurs. Ils s'engagent tous les deux à démolir un peu plus le Code du travail, déjà remis en cause par la loi travail, en renvoyant l'essentiel des règles à la négociation par entreprise. L'un et l'autre se préparent à légaliser les baisses de salaire et l'allongement du temps de travail.

Macron a rejoint Fillon en promettant de suspendre le compte pénibilité. Ce dispositif a été présenté par Hollande et la CFDT en 2013, comme une concession aux travailleurs pour leur faire accepter un allongement de la durée des cotisations retraites. Mais il est si complexe et si limité qu'il ne permet pas aux travailleurs concernés de profiter d'une retraite anticipée. Malgré tout, les patrons petits et grands n'ont jamais accepté ce compte, qui entrave si peu que ce soit leur droit à exploiter les travailleurs.

Quant à Le Pen, les incertitudes qu'elle entretient

sur la sortie de l'euro, sa promesse bien vague de rétablir la retraite à 60 ans ou sa taxe sur les importations, déplaisent au milieu patronal. Elle n'en a pas moins été bien reçue par les petits patrons. Fustigeant les banques et les grands groupes du Cac 40, elle a promis de leur réserver les commandes publiques, de baisser les taux de leurs crédits, de geler les

constructions de grandes surfaces. Elle s'engage, elle aussi, à baisser l'impôt sur les sociétés pour les PME et les TPE, de 33 % à 15 %. Ces deux catégories regroupent toutes les entreprises jusqu'à 250 salariés. Et les 5 000 entreprises restantes disposent déjà d'une multitude de moyens pour échapper à cet impôt.

Comme Fillon et Macron, Le Pen fait des déclarations

d'amour aux patrons qu'elle préfère nommer les « indépendants », un terme plus neutre socialement : « Comme il y a une identité nationale, il y a une identité économique. La nôtre, ce sont les indépendants. »

Les travailleurs sont prévenus : si Fillon et Macron sont les candidats officiels des patrons, Le Pen est tout autant disposée à les servir.

Xavier Lachau



Fillon chez lui

Dimanche 5 mars après-midi, Fillon a salué « la France qui vient de loin, la France des paysans, des cathédrales et des sans-culottes ». Que viennent faire les sans-culottes dans cet hommage au 19^e siècle légitimiste ? Le châtelain

Fillon voulait sans doute parler des châteaux de nos bons maîtres, et sa langue aura fourché.

En fait, ce qu'on a vu place du Trocadéro, autour de la statue du massacreur en chef Foch sur son cheval, c'est la bourgeoisie qui venait d'à

côté, les réacs d'Auteuil-Neuilly-Passy, les propriétaires et les exploités, les fils et filles à papa, les punaises de sacristie et le beau linge du 16^e arrondissement. Pas étonnant qu'ils se soient reconnus en Fillon.

Vincent Gelas

De Hollande à Cazeneuve : le FN, épouvantail commode

Hollande et Cazeneuve multiplient les interventions destinées à mettre en garde contre une victoire du FN à la présidentielle. « L'extrême droite n'a jamais été aussi haute depuis plus de trente ans », a déclaré Hollande dans une interview à plusieurs journaux européens lundi 6 mars. Mais il a bien évité d'évoquer sa propre responsabilité dans cette progression de l'influence du Front national.

De son côté, en déplacement en Lorraine, Cazeneuve s'est rendu à l'usine Renault de Batilly où, pour vanter le bilan gouvernemental des socialistes, il s'est félicité du CICE, « qui aura contribué à restaurer de deux points les marges des entreprises ». Il n'avait rien à dire aux travailleurs sur ce qui les concernait : leurs salaires, les emplois, les conditions de travail. Et pour cause : pendant cinq ans, les socialistes au gouvernement ont aidé le grand patronat à faire reculer la condition ouvrière, apportant encore leur contribution à cette œuvre de destruction des droits sociaux avec la loi travail, pour ne citer que la dernière en date.

Hollande dit qu'il veut « tout faire (...) pour ne pas porter la lourde responsabilité » d'une victoire de Le Pen mais, par tous les aspects de sa politique au pouvoir, il a une lourde responsabilité dans l'écœurement des classes populaires, sur lequel prospère le vote FN.

Par ces prises de position, Hollande a commencé une campagne pour

préparer les esprits à un vote en faveur du candidat opposé à Le Pen au deuxième tour, que ce soit Hamon, Macron ou même Fillon. Pour Hollande ou Cazeneuve, il y a longtemps que le fait de brandir l'épouvantail d'une éventuelle victoire du FN est la seule façon de tenter de mobiliser leur électorat.

Le scénario du second tour est ainsi en grande partie joué d'avance. Pour les travailleurs qui refusent de se voir réduits au

rôle de pions utilisés par les politiciens dans leur course au pouvoir, seul le premier tour peut être une occasion d'exprimer à la fois leur rejet de tous

ces serviteurs politiques de la bourgeoisie qui n'ont cessé de leur mentir et de les trahir, mais aussi leur opposition à toutes les politiques menées en faveur du

patronat et des plus riches. Les travailleurs pourront exprimer un tel vote de classe en votant Nathalie Arthaud.

Marc Rémy



Le Pen : dans les affaires, comme Fillon

La chef de cabinet de Marine Le Pen, Catherine Griset, a été mise en examen le 22 février dans l'enquête sur les emplois présumés fictifs des attachés parlementaires du Front national au Parlement européen. Le 15 février, un autre proche de Marine Le Pen, Frédéric Chatillon, avait été mis en examen pour escroquerie et abus de biens sociaux lors des scrutins de 2014 et 2015. Il avait déjà été renvoyé en correctionnelle en octobre 2016 pour des soupçons

similaires portant sur les élections législatives de 2012.

La justice enquête depuis plusieurs années sur un système de surfacturation du matériel électoral du Front national, remboursé par l'argent public. « Accordez-moi que je ne m'occupe pas de ce genre de choses », avait déclaré Marine Le Pen, à propos du financement des campagnes électorales du Front national, à un juge qui l'interrogeait. Le Front national et la famille Le

Pen disent s'être tenus loin des affaires dans lesquelles trempent régulièrement les partis de gouvernement. Mais ils n'en ont pas moins de belles casseroles accrochées à leurs basques.

Les ressemblances sont remarquables jusque dans la façon de se défendre des accusations : Le Pen, tout comme Fillon, crie au complot, attend de la presse qu'elle se bâillonne et que la justice cesse ses investigations le temps des élections.

Pour les autres, le candidat Les Républicains et

la candidate du Front national font l'apologie de la politique de la matraque, réclament une justice plus expéditive. Mais, pour eux, ils revendiquent un traitement de faveur, une trêve pour que « l'enjeu démocratique » ne soit pas faussé. Pour ces gens-là, tribunaux et prisons sont bons pour les quartiers populaires, les migrants, les travailleurs en lutte. Le Père-lamoral Fillon et la mère La Vertu Le Pen sont bien taillés dans le même bois.

Boris Savin

AFFICHES, ATTENTION !

En cette période de campagne électorale, les affiches fleurissent sur les murs. Nous remercions nos militants et sympathisants, comme tous ceux qui nous soutiennent, de nous aider à faire connaître la candidature de Nathalie Arthaud. Nous leur demandons aussi d'être attentifs, lorsqu'ils apposent une affiche, de ne le faire que sur les emplacements autorisés, en respectant la réglementation en vigueur afin d'éviter contraventions et amendes.

Bonne campagne et merci à tous !



Lisez la revue Lutte de classe

revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n°182 (mars 2017) :

- Contre les partis de la bourgeoisie, lever le drapeau rouge des travailleurs
- Trump : après une campagne démagogique, une politique dirigée contre les travailleurs
- Vers le déclenchement du processus du Brexit
- Crimée, Donbass : une impasse sanglante
- Syrie : la politique cynique et brutale de l'impérialisme
- La « stagnation séculaire » ou l'âge sénile du capitalisme
- La révolution russe de février 1917. Le début d'une formidable mobilisation qui allait porter le prolétariat au pouvoir

Parution : jeudi 2 mars - Prix : 2,50 euros
Envoi contre cinq timbres à 0,73 euro.



8 mars : vive la lutte des travailleuses

À l'occasion du 8 mars, il est de bon ton de ressortir quelques petites phrases sur l'égalité homme-femme. Chaque gouvernement peut alors brandir sa loi, son décret, son article allant dans le sens d'une plus grande égalité entre les deux sexes, en particulier au travail.

Les textes de loi s'em-pilent, en effet, pour une efficacité nulle, quand ils ne sont pas prétexte à une aggravation de la situation. Ainsi, c'est au nom de l'égalité qu'un gouvernement socialiste a rendu légal le travail de nuit des femmes en 2001!

Les effets de la crise et les mesures du patronat dans la guerre pour le profit continuent de peser plus lourd sur les femmes travailleuses. En moyenne, elles gagnent de 15 à 18% de moins qu'un homme, à qualification égale. Parmi les huit métiers où le nombre de femmes approche ou dépasse les 90%, quatre figurent parmi les plus mal payés, aux temps partiels imposés et aux plus grandes amplitudes horaires. Il s'agit du ménage, de l'aide à domicile, de l'assistance maternelle et de la grande distribution.

Ce sont ces travailleuses, qui quittent la maison avant le lever des enfants pour effectuer deux heures de ménage dans les bureaux entre 6 h et 8 h, puis ont deux

nouvelles heures de 18 h à 20 h dans d'autres bureaux, parfois à l'autre bout de la ville, et qui tentent de compléter ces quatre heures au salaire minimum comme elles peuvent, en trouvant quelques heures de travail ailleurs, dans la journée.

Ce sont ces aides à domicile, qui permettent à des personnes âgées ou handicapées de continuer à vivre chez elles, qui doivent aller d'un domicile à l'autre, mais dont on a retiré ce temps de déplacement du temps de travail.

Ce sont ces caissières de supermarché, qui ont des contrats à temps partiel imposé de 25 ou 30 heures, mais qui travaillent de 11 h 30 à 14 h 30, puis de 18 h à 21 h, avec parfois des temps de trajet depuis leur

domicile qui font que leur journée de travail représente plus de dix heures, transport compris, payées six!

Dans ces situations, où les femmes travaillent souvent isolées les unes des autres, il n'est pas facile de s'organiser pour défendre ses droits et riposter. Mais c'est en se battant que des travailleuses du ménage par exemple, ou de la grande distribution, ont pu, ces dernières années, faire reculer leurs patrons qui voulaient leur imposer des cadences infernales ou le travail du dimanche.

Il est vain d'attendre d'une loi qu'elle assure l'égalité aux femmes, tout comme il serait illusoire d'espérer que l'inscription du droit au travail dans la Constitution en garantisse un à tous les chômeurs. Le droit à un travail et à un salaire décent pour les femmes comme pour les hommes devra être imposé au patronat!

Nadia Cantale



Harcèlement au travail : six plaintes sur cent aboutissent

Le parquet de Paris a classé sans suite les plaintes pour harcèlement sexuel déposées par huit femmes contre le député écologiste Denis Baupin. Même s'il apparaît que certains faits seraient « susceptibles d'être qualifiés pénalement », a déclaré le procureur, ces derniers datant de plus de trois ans étaient couverts par la prescription.

Depuis les faits, le délai de prescription pour le

harcèlement ou les agressions sexuelles a été porté à six ans. C'est encore insuffisant, estime Laure Ignace, une juriste qui se bat aux côtés des victimes. Beaucoup de femmes, en effet, n'osent pas porter plainte lorsqu'elles subissent ce harcèlement. S'il vient d'un supérieur ou même d'un collègue sur leur lieu de travail, elles craignent d'être publiquement tournées en dérision, comme l'a fait Baupin,

qui a donné un bel exemple de goujaterie. Elles peuvent même craindre de perdre leur emploi. C'est pourquoi beaucoup préfèrent attendre d'être plusieurs, pour se sentir plus fortes, avant de porter plainte.

C'est ainsi que 94% des plaintes déposées pour harcèlement sexuel sur le lieu de travail sont classées sans suite ou n'aboutissent pas à des condamnations.

M.L.

Migrants à Calais : l'action inhumaine des autorités

Après avoir envoyé des huissiers, la maire Les Républicains de Calais, Natacha Bouchart, a pris le 2 mars un arrêté pour empêcher les bénévoles des associations de distribuer des repas aux migrants.

Ceux-ci recommencent à arriver par centaines depuis le démantèlement du bidonville en octobre dernier par le gouvernement. Face à eux, la maire de droite de Calais ne fait qu'enfoncer le clou de la politique gouvernementale. En effet, tout en déclarant ne pas vouloir empêcher toute distribution de repas, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, venu sur place la veille de l'arrêté municipal, s'était montré déterminé

à s'opposer fermement à tout dispositif d'accueil qui « fait fixation » et constitue « un appel d'air ». Non seulement le gouvernement n'a mis en place aucun dispositif d'urgence, mais il ne reste pas inactif puisque les contrôles par les CRS se multiplient, contraignant les réfugiés à se cacher.

Heureusement, les associations ont réagi dès la parution de l'arrêté municipal. Rappelant qu'elles « font ce travail parce que l'État et les collectivités publiques ne respectent pas leurs propres obligations, en termes de lois et d'humanité », elles se sont déclarées « résolues à continuer leur action et leurs distributions ».

Jean Sanday

Grande-Synthe : le gouvernement laisse pourrir la situation

Il y a un an s'ouvrait le camp de Grande-Synthe, près de Dunkerque. La municipalité et Médecins sans frontières voulaient proposer aux réfugiés un camp humanitaire, un hébergement décent dans 300 cabanes, des sanitaires corrects, des cuisines communautaires, des foyers. Il devait accueillir 700 personnes. Elles sont aujourd'hui plus du double.

Les bâtiments du camp se sont dégradés sous l'effet des intempéries. La surpopulation devient insupportable et propice à des violences, à des agressions dont sont victimes en particulier les femmes et les enfants. Passeurs et mafieux rackettent les migrants.

Le gouvernement a tergiversé pendant plusieurs mois avant d'accorder une subvention pour un an de fonctionnement du camp. Le préfet vient d'annoncer une reconduite du contrat conclu avec la mairie mais ce sera, selon ses propres

termes, « une convention limitée à quelques mois, pour mûrir un projet stable pour les populations qui vivent dans ce camp ».

Mais de quel projet stable parle-t-il, alors que le gouvernement ne fait que le minimum pour l'accueil des réfugiés? Alors que, d'après un des membres d'une association humanitaire, depuis quelque temps il n'y a même plus de départs de Grande-Synthe vers des centres d'accueil et d'orientation, les CAO, où on accompagne en particulier ceux qui souhaitent faire une demande d'asile?

La préfecture trouve que cette initiative « a montré ses limites ». Mais c'est l'État qui, lui-même, a mis les limites et abandonné les migrants à leur sort et à la bonne volonté des individus, des associations et des municipalités décidées à les traiter comme des êtres humains.

Sylvie Maréchal



Violences policières : une politique de classe

Après l'agression du jeune Théo par quatre policiers à Aulnay-sous-Bois, les langues se sont déliées, montrant que ce viol n'est pas un acte isolé.

La presse a relayé plusieurs témoignages de jeunes de Seine-Saint-Denis, eux aussi tabassés ou violés lors de contrôles de police. Et samedi 4 mars Mediapart a publié le témoignage d'un policier d'Aulnay ayant eu le courage de dénoncer la brutalité quotidienne de ses collègues lors des contrôles ou des gardes à vue.

L'agression de Théo a aussi ravivé le souvenir de Zyed et Bouna, morts en 2005 à Clichy-sous-Bois, électrocutés dans un poste EDF en voulant échapper à un contrôle policier ; et celui d'Adama Traoré, mort

d'asphyxie le 19 juillet dernier lors de son interpellation par les gendarmes de Persan, dans le Val-d'Oise, après avoir tenté, lui aussi, d'échapper à un contrôle.

Face à cette violence policière, il y a de quoi s'inquiéter du pouvoir accru donné récemment par l'État aux policiers, notamment par la loi dite de sécurité publique votée par le Parlement le 16 février, qui assouplit les règles de légitime défense pour les policiers et durcit les peines pour outrage aux forces de l'ordre. Et force est de constater l'impunité dont bénéficient à chaque fois les policiers : les deux

policiers impliqués dans la mort de Zyed et Bouna ont finalement été relaxés en mai 2015 ; quant aux gendarmes de Persan, ils n'ont jamais été mis en examen.

Cette violence et cette impunité policière n'ont malheureusement rien d'étonnant. La police est, comme l'armée, le bras armé d'un État de classe, dont le rôle est d'assurer l'ordre social des riches et des puissants. Les policiers

et les gendarmes sont formés pour réprimer les travailleurs quand ils combattent l'exploitation et se révoltent. Pour ne pas remonter plus loin, en 2013, l'État a envoyé les CRS contre les ouvriers de Peugeot en grève contre la fermeture de leur usine à Aulnay et, l'an dernier, contre les centaines de milliers de personnes qui ont manifesté contre la loi El Khomri. En toute logique,

avec leur rôle de chiens de garde du capital, les forces de police traitent en ennemis les futurs exploités que sont les jeunes des quartiers populaires.

La violence policière n'est que le reflet de la violence sociale, des riches contre les pauvres. Pour la combattre vraiment, il faut être prêt à remettre en cause cet État et cette société de classe.

Julie Lemée

Affaire Traoré : la justice s'acharne

Le 14 décembre, le tribunal correctionnel de Pontoise avait déjà condamné Bagui Traoré à huit mois de prison ferme pour de prétendus outrages et violences envers des policiers municipaux.

Mardi 28 février, il a été extrait de sa prison, placé en garde à vue à 6 heures du matin, puis finalement mis en examen, accusé cette fois de tentative d'assassinat sur personne dépositaire de l'ordre public, autrement dit d'être impliqué dans les tirs qui ont visé des policiers et des

gendarmes lors des journées d'émeute qui ont suivi la mort d'Adama en juillet dernier.

Dès samedi 4 mars, une manifestation de soutien au jeune homme a réuni 200 personnes à Beaumont-sur-Oise. Bagui Traoré a depuis entamé une grève de la faim dans sa cellule de Fleury-Mérogis. Assa Traoré, sa sœur, évoque leur mère qui « pleure du matin au soir. Elle a perdu un fils il y a sept mois, et on veut lui en prendre un autre. »

L'État fait payer à la famille Traoré sa volonté de

faire connaître la vérité sur la mort de leur frère et fils, et le fait d'avoir mis au jour les mensonges successifs des gendarmes, des médecins et du procureur de Pontoise. Jusqu'à sa condamnation en décembre, Bagui Traoré, qui était avec Adama lors de son interpellation, luttait sans relâche pour faire éclater cette vérité. Comme l'a rappelé sa sœur, le soupçonner est une manière de discréditer son témoignage.

La justice sait se montrer impitoyable envers les pauvres.

J. L.



Rassemblement de soutien à Bagui Traoré.

Le 19 mars, marche pour la justice et la dignité : contre les violences policières et le racisme

Dimanche 19 mars, des familles de victimes de violences policières appellent à une Marche pour la Justice et la dignité à Paris. Il s'agit de protester contre ces violences à répétition, mais aussi de façon plus générale contre le racisme et les discriminations. De nombreuses associations, la Ligue des droits de l'homme, le MRAP, les syndicats CGT, FSU et Sud,

le PCF, le NPA se sont joints à cet appel.

Le passage à tabac et le viol de Théo en février, à Aulnay-sous-Bois en Seine-Saint-Denis, suivant la mort d'Adama Traoré dans un commissariat en juillet dernier, la façon dont la justice a méprisé les familles, l'impunité de fait dont jouissent les policiers sont révoltants. À plusieurs reprises des manifestations

ont eu lieu, pas seulement en Seine-Saint-Denis mais aussi dans de nombreuses villes, témoignant de l'émotion soulevée dans une large partie de la jeunesse populaire.

Lutte ouvrière partage bien sûr cette émotion. L'attitude de la police, la façon dont les autorités couvrent les policiers cogneurs sont à l'image du mépris du pouvoir et des classes

dominantes à l'égard des jeunes des quartiers et, plus largement, des travailleurs et des classes populaires. L'appareil d'État se montre pour ce qu'il est : avant tout un appareil de répression dirigé contre les classes pauvres, quelle que soit leur origine et leur couleur de peau.

Lutte ouvrière appelle ses militants et sympathisants à participer à cette

manifestation contre une violence et une oppression qui n'ont d'autre but que de maintenir le système d'exploitation. Elle le fera en affirmant l'internationalisme prolétarien sous le mot d'ordre « Prolétaires de tous les pays unissez-vous ». **La manifestation partira à 14 heures de la place de la Nation, à Paris, pour se diriger vers la place de la République.**

Immeuble occupé : demandes scandaleuses d'un promoteur

Un promoteur espagnol réclame devant la justice 2,7 millions d'euros aux associations Droit au logement et Jeudi noir, en dédommagement pour l'occupation d'un immeuble vide lui appartenant.

Cette occupation par une cinquantaine de familles mal logées avait commencé à la fin de l'année 2012. Il s'agissait d'un immeuble de bureaux de 2000 m², situé dans le 10^e arrondissement de Paris, qui était vide depuis deux ans. Le bras de fer avec le promoteur immobilier espagnol propriétaire

des lieux avait duré plusieurs années, et conduit au rachat de l'immeuble par la ville de Paris en 2015.

Cette opération de rachat a été particulièrement intéressante pour le promoteur, puisqu'il en a tiré le double de ce qu'il avait déboursé en 2014 quand il avait acheté l'immeuble. Mais cela ne l'a pas empêché de poursuivre son action judiciaire. Non seulement il demande aujourd'hui 2,7 millions de dommages et intérêts, mais il a même le culot de réclamer 500 000 euros au titre

de préjudice moral !

Entre-temps, le combat des habitants de l'immeuble, appuyés par Droit au logement et Jeudi noir, a abouti à leur relogement en HLM, tandis que l'immeuble a été réaménagé pour offrir une quinzaine de logements sociaux. Le tribunal ne se prononcera que le 15 mai sur les demandes du promoteur, mais il est à espérer qu'il les récusera purement et simplement.

Valérie Fontaine



La manifestation de Droit au logement devant le tribunal de Paris.



Nathalie Arthaud, candidate communiste

Échos de la campagne

En quelques jours, du 1^{er} au 5 mars, Nathalie Arthaud a enchaîné quatre meetings à Orléans, Le Mans, Rouen et Nancy, une allocution lors d'un banquet à Beauvais, et plusieurs invitations dans les médias : Europe 1, LCI, Sud Radio, France 3 et, une fois n'est pas coutume, France Inter !

Le déplacement en train à Rouen a été l'occasion de partager la galère des usagers de cette ligne. À cause de la disparition des trains directs et des vitesses réduites, le trajet est aujourd'hui plus long d'une demi-heure qu'il y a vingt ans ! On n'arrête pas le progrès... Il est vrai que le train, bondé, était quand même à l'heure.

Lors du débat ayant suivi le meeting, à une question sur la candidature de Philippe Poutou, Nathalie a répondu qu'elle espérait que celui-ci aurait ses parrainages. Deux candidats dénonçant le capitalisme dans ces élections ne seront pas de trop face à tant de politiciens ayant les deux pieds dans le camp de la bourgeoisie. Et puis, cela permettra à tous ceux qui se reconnaissent dans l'extrême gauche de voter au plus près de leurs

convictions.

Le lendemain à Nancy, deux témoignages ont marqué le débat. Un travailleur de l'usine PSA de Trémery a raconté les difficultés à aller contre le courant. S'adressant à Nathalie, il a conclu : « On est épuisé, on a du mal. Et t'entendre réchauffe le cœur, malgré le climat dégueulasse. » Puis un autre a évoqué la manifestation des soutiens à Fillon, rappelant que c'était le même milieu, cette « racaille bourgeoise », selon ses mots, qui s'était mobilisée contre le mariage homosexuel. Il a fini en appelant de ses vœux « un mouvement ouvrier puissant et conscient capable de tenir en respect tous ces homophobes et racistes. »

Dimanche 5 mars au banquet de Beauvais, après son allocution, Nathalie a pu déjeuner avec des camarades



Meeting de Rouen vendredi 3 mars

de la ville. Une participante lui a raconté la situation dans les maisons de retraite privées où elle travaille. Les aides-soignantes avec peu d'ancienneté ont un salaire de 960 euros. Les personnes âgées dont elles s'occupent doivent déboursier 3000 euros tous les mois. Certaines vendent même leur maison ou demandent une aide

financière à leurs enfants. C'est l'exploitation d'un côté et le racket de l'autre ! Tout cela fait les bénéficiaires du groupe DomusVi, qui gère près de deux cents résidences dans toute la France.

Enfin, il faut écouter l'émission d'Europe 1 d'Anne Roumanoff *Ça pique mais c'est bon*, à laquelle Nathalie était invitée vendredi

3 mars. Un chroniqueur y a parlé de la fête de Lutte ouvrière (dont la prochaine édition, les 3, 4 et 5 juin, se rapproche !) avec ses propres suggestions pour des noms de stands comme Marx Donald pour les hamburgers... à la limite de la Trumperie. Cette émission, drôle et même très drôle, aura été un bon moment de la campagne.

Profits du Cac 40 : le casse du siècle

75 milliards d'euros, c'est le total des profits accumulés en 2016 par 39 des 40 plus grandes entreprises françaises cotées en Bourse, le fameux Cac 40. Soit une augmentation de plus de 30 % par rapport à l'année 2015 !

Tous les secteurs de l'économie sont à la fête. Ça roule pour les groupes automobiles, comme PSA qui a passé la surmultipliée avec des bénéficiaires en hausse de plus de 90 %, pour le bâtiment, avec Bouygues qui a bétonné ses profits (+ 82 %), pour la chimie, à l'exemple de Michelin qui a gonflé les siens (+ 43 %), ou bien pour l'agroalimentaire, avec Danone qui plus que jamais fait son beurre (+ 49 %), etc. La palme revient à la BNP Paribas, qui fait sauter la banque avec 7,7 milliards d'euros de bénéfices !

Les profits ont bondi, alors que le chiffre d'affaires cumulé de ces groupes capitalistes a à peine augmenté et, pour certains, a même baissé. C'est la preuve que les résultats viennent tout droit de l'exploitation accrue des travailleurs. Ainsi tous ces grands groupes ont multiplié ces dernières années les attaques : plans de licenciements massifs, blocage des salaires, augmentation des cadences, explosion de la précarité et de la flexibilité, etc. Le meilleur exemple est PSA, qui a supprimé 17 000 emplois en



CDI en trois ans et qui en est déjà à son deuxième plan de compétitivité.

La société s'enfoncé chaque jour un peu plus dans la crise et dans la misère, mais l'argent n'a jamais autant coulé à flots pour les groupes capitalistes. Ces milliards sont pourtant le résultat du vol du travail des salariés. Alors, ce sont les salaires qu'il faut augmenter, en prenant sur les fortunes colossales des grands actionnaires parasites.

Arnaud Louvet

Déjà 557 parrainages d'élus

Mardi 7 mars, le Conseil constitutionnel avait déjà validé 557 parrainages pour Nathalie Arthaud. Comme elle l'a elle-même rappelé sur son blog :

« On m'a souvent demandé si je les aurais... Arlette Laguiller, de 1974 à 2007, puis moi-même les avons toujours obtenus. Ce n'est pas que nous ayons un truc, mais Lutte ouvrière est une organisation militante et, au fil du temps, nos camarades ont tissé des liens avec de nombreux maires. Ils ont l'habitude de se déplacer pour les rencontrer, là où d'autres se contentent d'un courrier ou d'un coup de fil. »

« Nous serions bien en peine de nous présenter autrement, car notre parti ne compte pas dans ses rangs les élus requis, loin s'en faut. D'abord fixé à 100 parrainages en 1962, le plafond a été relevé à 500 en 1976 par le Parlement. En 2016, à l'initiative du PS, une nouvelle loi a encore compliqué la procédure. Les grands partis ne seraient pas mécontents de pouvoir faire l'élection entre eux ! Comme aux États-Unis, où seuls deux partis se disputent réellement les suffrages – avec le résultat qu'on voit. »

« De nombreux élus font

part de leurs désillusions vis-à-vis du système politique actuel. Comme nombre d'entre eux l'expriment, les gouvernements successifs augmentent leurs charges mais réduisent leurs prérogatives et leurs moyens. À l'échelle d'une petite commune, être maire, c'est souvent du dévouement et beaucoup de temps consacré à la collectivité. Alors, quand ils voient comment se comportent ceux qui briguent l'Élysée...

« Les maires qui m'ont accordé leur parrainage font preuve de plus de sens démocratique que les gens qui nous gouvernent, voire que bien des grands médias audiovisuels, qui râlent contre les quelques demandes du CSA en matière d'équité des temps d'antenne, à défaut d'égalité ! »

« En me parrainant, 557 maires permettent que notre courant, minoritaire mais bien vivant, s'exprime dans cette élection présidentielle. Je les en remercie chaleureusement. »

Halte à la stagnation des salaires !

L'Organisation internationale du travail (OIT) vient de publier un rapport sur les salaires dans le monde. Elle constate que « dans la majorité des pays, la croissance des salaires au cours des dernières

décennies est restée en deçà de celle de la productivité du travail, avec pour conséquence une chute de la part des salaires. »

L'OIT elle-même estime que les salaires doivent augmenter, car elle craint

que leur abaissement général entraîne une baisse générale des prix et accentue la stagnation de l'économie. Les travailleurs en tout cas n'ont aucune raison d'accepter la stagnation de leurs salaires.



Affirmer un courant communiste

La classe dominante a eu le temps d'apprendre à se servir des élections avec maestria. Le système politique sélectionne les candidats, les moyens d'expression sont réservés à ceux qui défendent l'ordre social existant. La campagne électorale, telle qu'on la voit dans les grands médias, consiste à monter en épingle des fausses différences et à dissenter sans fin sur des arguties de spécialistes en communication.

Le lendemain du vote, rien n'aura changé pour le monde du travail. Pourtant, puisque des dizaines de millions d'électeurs auront participé au scrutin, dont une grande partie de travailleurs, son résultat donnera une indication précieuse de l'état de l'opinion et de son évolution. Le premier tour

des élections, pour peu que la palette des candidats soit suffisante, représente le sondage d'opinion dans lequel le plus grand nombre de personnes sont interrogées.

L'opinion des travailleurs conscients ne doit pas disparaître dans ce sondage. Il faut que ceux qui pensent que le monde du travail doit se défendre avec l'arme de la lutte de classe le disent. Il faut que ceux qui ne font confiance à aucun des serviteurs du grand patronat s'expriment. Il faut que le courant communiste montre son existence, sa persistance et sa confiance.

C'est pour qu'il puisse le faire dans cette élection présidentielle que Lutte ouvrière présente la candidature de Nathalie Arthaud.

Paul Galois

Sur Twitter

Nathalie Arthaud @n_arthaud 3 mars
Mort de raymond Kopaszewski dit kopa, fils d'immigrés polonais et légende du football français. Le sélectionneur ne s'appelait pas #Le Pen.



En campagne à Reims.

Dans les médias

France Info TV. Jeudi 9 mars à 19h30

Radio classique. Vendredi 10 mars à 7h50

On n'est pas couché, France 2. Samedi 11 mars à 23 heures

Journal de 20h TF1. Mardi 14 mars

Les quatre vérités, France 2. Mercredi 15 mars à 7h50

Invitée LCI. Samedi 25 mars de 8h40 à 8h50

Bondy Blog. Diffusion sur leur chaîne Youtube. Jeudi 30 mars ou vendredi 31 mars à partir de 18h30.

LCP - France Bleu. Jeudi 6 avril à 8h45.

Attention: les horaires des émissions peuvent être modifiés indépendamment de notre volonté.

PME, un prétexte pour protéger les gros

Quand Nathalie Arthaud défend des mesures vitales pour les travailleurs, interdire les licenciements ou augmenter les salaires, les journalistes lui objectent la situation des petites entreprises qu'elle « pousserait vers la faillite ».

Le fait que des millions de travailleurs privés d'emploi, ou qui survivent avec des salaires ou des retraites de misère, soient en faillite chaque mois, ne les émeut pas. Pour eux, il est dans l'ordre des choses que les classes populaires fassent tous les sacrifices et soient servies en dernier.

L'argument des petites entreprises est fallacieux. S'il y a 3,5 millions d'entreprises

en France, 95% d'entre elles ont moins de 10 salariés. À l'inverse, moins de 5000 entreprises emploient la moitié des salariés du privé de ce pays. Et, parmi elles, 243 grandes entreprises emploient le tiers des salariés. Celles-ci dominent l'économie, les autres n'étant que leurs sous-traitants, fournisseurs et prestataires. Ces entreprises, LVMH, L'Oréal, PSA, Bonduelle, etc.

appartiennent à des familles riches, comme Arnault, Bettencourt, Peugeot, qui ont accumulé, année après année, des fortunes invraisemblables, fruit de la sueur et de la compétence des travailleurs. Selon une récente enquête du Monde, 143 familles bourgeoises françaises contrôlent 22% de la Bourse de Paris, avec un capital cumulé de 445 milliards d'euros.

Il faut commencer par le haut! En piochant dans ces fortunes, on pourra embaucher des millions de travailleurs, augmenter les salaires, les pensions, financer

les écoles ou les hôpitaux. En contrôlant les comptes de toutes les entreprises, on vérifiera laquelle est réellement indépendante et laquelle est une filiale d'une plus grosse. Si une PME a une trésorerie si maigre qu'elle ne peut augmenter les salaires, il faut imposer que sa maison mère, son donneur d'ordres ou sa banque soient mis à contribution à sa place.

C'est en faisant payer l'ensemble de la classe capitaliste qu'on évitera à celle des travailleurs de plonger dans la misère.

Xavier Lachau

Sur le blog:

Fillon droit dans ses bottes sur le Titanic

Les tourments judiciaires du candidat Fillon n'en finissent plus. Et plus il se défend, plus son arrogance ressort. Fillon, le chantre de la comparaison immédiate et de la tolérance zéro pour les petits délinquants, celui qui veut abaisser la majorité pénale à 16 ans, s'offusque de ce que la justice, pour lui, est précipitée et expéditive!

Dans les médias, il a aussi souvent été un des premiers à condamner les travailleurs quand ceux-ci se battaient pour leur emploi.

Après l'affaire de la chemise déchirée d'Air France, il avait réclamé des sanctions à l'encontre des salariés au nom de l'état de droit... avant même tout jugement. Qu'aujourd'hui Fillon s'empêtre dans les affaires judiciaires, eh bien, oui, c'est plutôt réjouissant. Et il n'y a aucune raison de bouder son plaisir.

« Fillon nous vole la campagne », « il est indigne de la fonction », entend-on de plus en plus, y compris à gauche avec Mélenchon qui demande à Fillon de se

retirer, car une situation pareille « n'est pas bonne pour la démocratie ». Mais où est le problème? Nous voyons aujourd'hui les politiciens tels qu'en eux-mêmes! D'habitude, nous ne découvrons leurs mensonges qu'une fois qu'ils sont élus. Là, c'est en direct, avant l'élection, alors nous n'allons pas nous plaindre.

Ce qui gêne les autres candidats, c'est que Fillon est devenu un piètre acteur et qu'il sape la comédie électorale jouée par tous.

La campagne est en effet le temps où ces politiciens bourgeois veulent endormir les travailleurs et les bercer d'illusions. Le temps où ils mentent tous en laissant croire qu'ils amélioreront le sort des classes populaires, alors qu'ils se préparent à servir la bourgeoisie sur un plateau. Aujourd'hui cette comédie apparaît pour ce qu'elle est, une mascarade, et c'est tant mieux!

Nathalie Arthaud,
le 3 mars 2017
www.nathalie-arthaud.info

Réunions publiques

Limoges

Vendredi 10 mars

à 19 heures

Salle du Mast-Jambost

ZUP de l'Aurence

Reims

Mercredi 15 mars

à 20 heures

Centre des Congrès

12, boulevard du Général-

Leclerc

Bordeaux

Jeudi 16 mars

à 19 heures

Athénée municipal

Place Saint-Christoly

Toulouse

Vendredi 17 mars

à 20h30

Salle du Sénéchal

17, rue de Rémusat

Rennes

Jeudi 23 mars

à 19 heures

Carrefour 18

7, rue d'Espagne

Meeting Paris Dimanche 26 mars

à 15 heures

Dock Pullman

Avenue des

Magasins

Généraux

Saint-Denis

Aubervilliers

Métro:

Front-Populaire

(ligne 12)

Europe : de moins en moins unie

Lundi 6 mars, les Premiers ministres allemand, italien et espagnol ont été invités par Hollande à un mini-sommet européen au château de Versailles. Au programme des discussions : la relance du projet européen.

Hollande s'est déclaré en faveur de « *coopérations différenciées* », permettant à « *quelques pays* » d'« *aller plus vite* » et « *plus loin* ». La chancelière allemande a affirmé, quant à elle, qu'il fallait « *avoir le courage d'accepter que certains pays avancent plus rapidement que d'autres* », sans que « *ce soit fermé à ceux qui ont pris du retard* ».

De telles généralités n'apportent en fait rien de nouveau car l'Europe

à plusieurs vitesses que ces dirigeants appellent de leurs vœux existe déjà. En effet l'Union européenne (UE) n'arien d'une construction démocratique où tous les États seraient à égalité. Au contraire, comme dans le reste du monde impérialiste, les pays les plus riches imposent leurs volontés aux pays les plus faibles, dans l'intérêt des bourgeoisies les plus puissantes. L'exemple de la Grèce et la façon dont les dirigeants

d'Europe s'entendent pour saigner ce pays, en lui imposant des plans d'austérité pour garantir les profits des banquiers, l'illustrent parfaitement.

Régulièrement, la question du fonctionnement des institutions de l'UE revient sur le tapis, car les dirigeants des pays les plus riches ont tout de même été obligés de laisser une place aux représentants des pays les plus pauvres, leur donnant ainsi la possibilité de faire entendre leur voix à certaines occasions et dans certaines négociations. Il est certain que les dirigeants français et allemands ne seraient pas

mécontents de diminuer ces possibilités. Hollande et Merkel voudraient pouvoir imposer plus facilement leurs décisions aux plus petits États d'Europe.

En fait, il n'y a pas un domaine important où l'unification ait été poussée jusqu'au bout : ni sur la question des impôts, ni dans le domaine social, ni même sur la question des droits des femmes, que ce soit sur le divorce ou le droit à l'avortement. Si les bourgeoisies d'Europe ont trouvé un intérêt à s'unir dans un cadre permettant de créer un marché commun, elles ont défendu le maintien des États nationaux,

avec leurs frontières, leurs prérogatives et leurs législations particulières dans de nombreux domaines, car elles en avaient besoin pour trouver un appui et une protection dans la concurrence qu'elles opposent.

Au travers de continuelles épreuves de force et de laborieuses négociations, les dirigeants d'Europe sont parvenus à accoucher d'une unification très limitée. Et aujourd'hui, ils peinent à maintenir cette union mise à mal par les rivalités économiques et nationales avivées en cette période de crise.

Marc Rémy

Yémen : les conséquences désastreuses de l'intervention impérialiste

Les États-Unis ont intensifié leurs interventions au Yémen. Quarante raids aériens auraient été opérés sur le pays depuis le 2 mars. Les civils en sont les premières victimes.

Le 29 janvier, une intervention d'un commando américain avait ainsi fait au moins 25 morts parmi la population. Ces raids ciblent la branche yéménite du groupe al-Qaïda, al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa). Mais les États-Unis participent aussi à la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, qui cible les milices de la rébellion houthiste, elles-mêmes en lutte contre celles d'al-Qaïda. Comme à chaque fois, l'intervention de l'impérialisme ne fait qu'attiser un incendie qu'il a largement contribué à allumer.

En mars 2015, l'Arabie saoudite a pris la tête d'une coalition regroupant neuf pays, dont la Jordanie, le Soudan et l'Égypte,

avec la participation des États-Unis, pour mener l'offensive contre ces milices houthistes et défendre le gouvernement d'Abd Rabbo Mansour Hadi. Mais à la faveur de cette guerre, les milices djihadistes, celles d'al-Qaïda et celles de Daech, se sont renforcées, obligeant la coalition saoudienne à consacrer une partie de ses forces militaires à les combattre en parallèle.

Comme dans le cas de l'Irak, puis de la Syrie, la situation plus que chaotique s'est envenimée davantage du fait de la concurrence que se livrent les puissances régionales entre elles, en utilisant et en attisant les divisions religieuses entre branches de l'islam. L'Arabie saoudite s'oppose ainsi



La capitale yéménite Sanaa bombardée.

à l'Iran accusé de soutenir les milices houthistes. Elle craint surtout de voir ce pays gagner en influence dans la région. L'Iran intervient en effet en Irak au travers de ses milices et en Syrie surtout au travers du

Hezbollah libanais.

Les États-Unis essaient d'éteindre les feux qu'ils ont allumés un peu partout en s'appuyant sur les unes et les autres de ces puissances rivales. Mais ils ne font que déstabiliser un peu plus le

pays, comme ils l'ont fait en Irak et en Syrie. La guerre du Yémen a déjà fait près de 10 000 morts, 40 000 blessés et plus de 2 millions et demi de déplacés, selon l'ONU. Les bombardements de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite se sont accompagnés d'un blocus naval, empêchant l'arrivée d'une grande partie de l'aide humanitaire, ce qui, pour Médecins sans frontières, « *tue autant que le conflit* » armé.

Le Yémen dépend à 90% des importations pour sa nourriture, et à 100% pour les médicaments et les produits pharmaceutiques. Aujourd'hui, 14 millions de Yéménites sur 25 millions sont au bord de la famine. Les classes populaires de ce pays paient très cher les conséquences de la politique impérialiste.

Aline Rétesse

Budgets militaires : la mort est leur métier

Sur cette planète à feu et à sang, les budgets militaires sont en croissance. À peine les États-Unis de Trump avaient-ils annoncé fin février qu'ils dépenseraient 9% de plus pour leurs armées en 2018, que la Chine début mars proclamait qu'elle y consacrerait 7% de ressources en plus.

Les États-Unis ont évidemment le plus gros budget militaire au monde, avec près de 600 milliards de dollars, équivalant à

la somme des dépenses des dix autres pays qui suivent. Ils dépensent sept fois plus que la Chine, et même vingt fois plus si on calcule par habitant.

La France n'est pas en reste, menant aussi ses guerres au Moyen-Orient et en Afrique. L'impérialisme français gaspille en 2017 pour son armée plus que la Russie, et dix fois plus par habitant que la Chine. L'État français donne à ses généraux et amiraux treize fois plus

que le budget de l'Unicef, destiné à aider les enfants du monde entier. Le ministre de la Défense, Le Drian, est extrêmement fier de vendre de plus en plus d'armes de par le monde.

Au niveau mondial, l'ensemble des budgets militaires additionnés se monte à près de 2 000 milliards d'euros par an. Rien n'est trop cher pour que les généraux planifient la mort à l'échelle industrielle et pour que

les marchands de canons encaissent les bénéfices de ce commerce peu glorieux.

Selon l'ONU, si un huitième seulement de cette somme était dépensé chaque année plus judicieusement, cela suffirait à éliminer la faim dans le monde d'ici 2030. Mais, pour cela, il faudrait en finir d'abord avec le capitalisme et ses fléaux jumelés : l'impérialisme et le militarisme.

Lucien Déroit

Santé et fonction publique : dans la rue le 7 mars

Mardi 7 mars, à l'appel des syndicats CGT, FO, SUD et d'associations professionnelles de la Santé et de la fonction publique, des milliers de manifestants ont défilé à Paris, mais aussi dans de nombreuses villes.

La majorité du cortège parisien était composée de délégations de province, défilant derrière leurs banderoles locales, tous secteurs confondus : territoriaux, finances publiques,

Pôle emploi, EDF, quelques enseignants et surtout la santé publique.

Peu de slogans, mais très repris – « *Marisol, t'es foutue, les soignants sont dans la rue* » ; « *Dans les services on n'en peut plus, retrait de la loi Touraine* » – ont rappelé que la loi de Marisol Touraine n'est toujours pas acceptée par les hospitaliers. Le cortège le plus dynamique était celui des orthophonistes, malmenés car il y en a de moins en

moins dans les hôpitaux et les jeunes ne sont plus encadrés.

Les salariés de la Santé, de la fonction publique, comme tous les autres salariés, subissent les restrictions budgétaires, le blocage des salaires, l'augmentation de la charge de travail. Et c'est avec juste raison qu'ils ont montré leur mécontentement dans la rue : c'est là qu'on peut se faire entendre.

Correspondant LO



Dans la manifestation du 7 mars à Paris.

ArcelorMittal : moins d'emplois, plus de profits

Le groupe sidérurgique et minier ArcelorMittal avait annoncé pour 2015 un déficit de 7,9 milliards de dollars, dû à des manœuvres comptables et des dépréciations d'actifs. Sans cela, ses comptes auraient été pratiquement équilibrés à moins 0,3 milliard.

Pour 2016, les résultats annoncés font état d'un bénéfice net de 1,8 milliard de dollars, alors que les ventes du groupe ont reculé de 10,7 %. Comment est-ce possible ? C'est en particulier à cause des suppressions d'emplois, sous divers

prétextes, qui représentent la moitié du bénéfice net.

En moins de dix ans, ArcelorMittal a supprimé plus du tiers de ses effectifs. Rien qu'en France, le nombre de salariés a chuté de 26 800 à 17 200 entre 2009 et 2016, alors que la production restait à peu près la même. L'exploitation des travailleurs a augmenté d'autant.

Certes, pour la deuxième année, ArcelorMittal ne paiera pas de dividende aux actionnaires. Mais avec l'augmentation de capital de 3 milliards de dollars organisée au printemps

2016, elle a donné une possibilité de s'enrichir encore plus vite aux gros actionnaires qui ont souscrit. Alors que les actions ont été vendues à 2,20 euros, bien moins que leur cours de l'époque, elles sont maintenant à 8,24 euros, soit une valeur multipliée par 3,7 en quelques mois !

Bien sûr, ces actionnaires ne toucheront le pactole que s'ils revendent leurs actions à ce cours. Mais cela veut dire que le travail des ouvriers d'ArcelorMittal leur rapporte des fortunes !

Correspondant LO

La Barre-Thomas – Rennes : le futur, version patronale

Il y a 850 salariés à l'usine de La Barre-Thomas à Rennes contre 3 000 salariés il y a quinze ans ! Propriété du groupe Cooper Standard, ex-Citroën, elle produit des pièces automobiles en caoutchouc et plastique, en grande partie pour PSA.

L'usine est divisée en deux secteurs : la Carrosserie et l'AVS (antivibratoire). La direction a décidé de transférer la partie Carrosserie dans l'usine Cooper de Vitré, située à 40 kilomètres, et l'AVS dans un bâtiment qu'elle vient de faire construire sur le site de Rennes et qu'elle appelle pompeusement une usine du futur où il ne restera que 450 emplois !

Pourtant, ce bâtiment a été inauguré en présence d'élus locaux qui, à cette occasion, ont mis l'emploi en avant. En vérité, des licenciements ont déjà eu lieu, d'autres sont à craindre.

De plus, cette usine du

futur se révèle exigüe, mal aérée et de nombreux travailleurs se plaignent de la chaleur et des fumées dégagées par les solvants et la cuisson du caoutchouc. C'est dans ce nouveau bâtiment qu'un salarié de 49 ans est mort sur son poste : un autre travailleur l'a trouvé inanimé au pied de sa machine.

Depuis l'ouverture de ce bâtiment, les problèmes respiratoires et les

malaises se succèdent sans que la direction bouge. Chacun sait qu'il risque sa peau au travail. La colère monte face à une direction qui minimise. Des chefs sont interpellés par les travailleurs dans les ateliers : « *On risque de ne pas aller jusqu'à notre retraite !* »

Personne ne veut sortir de l'usine les pieds devant, alors il va falloir amplifier le mouvement.

Correspondant LO

Hôtel Crillon : le luxe n'est pas pour tout le monde

L'hôtel de luxe Crillon, situé place de la Concorde à Paris, a dû fermer pendant plusieurs années pour de gros travaux de rénovation. Pensez donc, il n'était même pas pourvu d'un spa ou d'une piscine, une situation insupportable pour

sa clientèle huppée ! Pour sa réouverture, prévue en été 2017, la direction recrute 200 personnes dans tous les métiers de l'hôtellerie.

Les salaires proposés sont de 1 300 euros net par mois pour un employé à la plonge, c'est-à-dire

ELM-Leblanc – Drancy : un avertissement à la direction

Sur le site du groupe Bosch à Drancy, en Seine-Saint-Denis, il reste une usine de production, celle des chaudières ELM-Leblanc, qui regroupe 300 personnes, dont 120 ouvriers.

Jeudi 23 février, la présence inhabituelle du directeur de production à la réunion du comité d'établissement n'augurait rien de bon.

Il est en effet venu annoncer une modification dans le calcul d'une prime, dite « de progrès ». Après avoir expliqué toutes les raisons d'en diminuer le montant, il a annoncé que pour le mois de janvier elle serait de 76 euros au lieu de 145.

Cela arrive après que la direction a annoncé qu'il n'y aura ni participation ni intéressement cette année, que les salaires n'augmenteront pas, et après un mois de décembre amputé pour les travailleurs en équipe.

Cette nouvelle baisse des salaires ne pouvait rester sans réponse. À la suite d'une réunion organisée dès le lendemain par la CGT, il a été décidé de se retrouver à la prise d'équipe à 13h30 le mardi 28 février.

C'était le jour où le directeur de production devait réunir les travailleurs dans l'usine pour parler de cette fameuse prime de progrès.

Inquiet sans doute de l'effet produit par l'annonce faite au CE, il envisageait de scinder cette réunion en petits morceaux : une par chaîne, alors que les trois chaînes comptent 70 travailleurs au total.

Comme prévu, mardi 28 février, une quarantaine de travailleurs se sont retrouvés à la pointeuse. Une trentaine d'entre eux ont fait le tour des bureaux en attendant de rencontrer la direction, qui a finalement organisé une seule réunion pour tout le personnel. Tout en ne revenant pas sur la baisse de la prime, elle a annoncé que les négociations salariales, gelées, allaient reprendre.

Les travailleurs en équipe ont fait grève toute la journée, jusqu'à 21h30. Restés ensemble à en parler, l'un a dit : « *On en a marre d'être des esclaves* » et un autre, pour qui c'était la première grève : « *Pour moi c'est une journée historique* », ajoutant : « *À partir de maintenant, on n'est plus des chèvres !* » Ils rappelaient le mépris de la direction qui, après les avoir fait chômer une semaine en février, demande maintenant des samedis travaillés.

Cette journée est un avertissement à la direction, peu habituée aux mouvements de grève. Le directeur de production, arrivé à 13h le lendemain, a avoué à une ouvrière avoir eu mal au ventre toute la nuit ! Attention, ce mal de ventre pourrait bien devenir chronique si la direction reste sur ses positions.

Correspondant LO

V. F.

Mariage PSA-Opel: la noce n'est pas pour les travailleurs

Toute la presse aux ordres du patronat s'est enthousiasmée du rachat par PSA de l'entreprise automobile Opel, détenue jusque-là par General Motors. Elle s'est fait l'écho de la joie des actionnaires, qui voient dans cette opération financière une nouvelle pompe à dividendes.

PSA a acheté pour 1,3 milliard d'euros les onze usines de montage ou de fabrication de différentes pièces automobiles et le centre de recherche d'Opel et Vauxhall, situés au Royaume-Uni, en Allemagne, en Pologne et en Espagne. Pour cette somme relativement faible, PSA s'est offert une entreprise qui, officiellement, cumule les déficits et les dettes. De plus, chez Opel, les salaires pèsent pour 15 % dans le chiffre d'affaires, contre 10 % dans celui de PSA. C'est donc en réduisant le nombre de travailleurs, en compactant les usines, et peut-être en fermant plusieurs, que PSA veut faire des bénéfices. Opel a déjà fermé une usine à Bochum en 2014 et licencié 3 000 ouvriers. Mais cela

n'a pas suffi à rendre l'entreprise assez compétitive aux yeux des capitalistes.

Pourtant, pour obtenir le soutien public des syndicats allemands, britanniques et français, Carlos Tavares s'est engagé à ne pas fermer d'usine avant 2018. Cette date correspondant aux élections allemandes, il est facile de comprendre que les fermetures auront lieu après. En France ce scénario avait déjà été joué pour la fermeture de l'usine d'Aulnay et l'élection présidentielle de 2012. Ceux qui applaudissent à ce mariage d'argent et promettent des perspectives de travail en plus, pour rassurer les travailleurs, ne cherchent qu'à les abuser et les empêcher de se préparer à se battre. Mais leur discours

ne prend pas dans les ateliers.

Les travailleurs de PSA sont bien placés pour savoir à quel point la direction ment. En 2012, les difficultés annoncées par le PDG de l'époque, Philippe Varin, n'avaient aucune réalité. Elles étaient mises en avant pour justifier la fermeture de l'usine d'Aulnay et le licenciement de milliers de salariés. Par la suite, elles ont aussi servi de prétexte à la signature d'accords de compétitivité aboutissant à un gel des salaires, des heures supplémentaires non payées, de fortes réductions d'effectifs et des cadences insupportables. Mais ces difficultés ne relevaient que de manipulations. La valeur des actifs était volontairement minimisée et l'argent prévu pour licencier était provisionné comme des pertes. Le but évident était d'accroître la rentabilité du groupe pour les actionnaires en augmentant l'exploitation. Cela fut réalisé



avec les muscles, la sueur des ouvriers et 17 000 suppressions d'emplois en trois ans.

Aujourd'hui, tous les courtisans reprennent en chœur que l'entreprise est « passée de l'enfer au paradis en trois ans ». Les travailleurs surexploités, les licenciés, les intérimaires payés à 1 200 euros, et encore, quand ils ne se font pas voler sur leur fiche de paye, apprécieront cette notion de paradis!

Il y a toutes les raisons pour que les travailleurs se préparent à se défendre. Les attaques ne manqueront pas d'accompagner cette opération financière digne des pires fonds

vautours. La direction de PSA dit d'ailleurs assez explicitement qu'elle compte bien augmenter la productivité, et donc éliminer les doublons par exemple. Mais elle aura maille à partir. Car, avec sa soif de profits, PSA vient de constituer un groupe fort de 84 000 travailleurs (48 000 pour PSA et 36 000 pour Opel) dont les intérêts sont identiques face à la rapacité des actionnaires. Leur sort est désormais lié.

Seules leurs luttes communes par-delà les frontières pourront faire reculer leurs ennemis communs.

Correspondant LO

Ansys - Villeurbanne: les choix financiers contre les salariés

Ansys est une société qui édite des logiciels destinés à la simulation numérique pour l'industrie. Cette multinationale américaine emploie environ 3 000 travailleurs dans vingt pays, dont 180 en France sur les sites de Montigny-le-Bretonneux et de Villeurbanne.

Ou, plutôt, elle employait puisque, le lendemain de la publication des résultats annuels, le 22 février, le nouveau PDG a annoncé par e-mail aux salariés la suppression de 4 % de l'effectif mondial.

Pourtant, avec un bénéfice net de 265 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 988 millions de dollars en 2016, l'entreprise est plus que rentable. Mais, pour ses actionnaires, principalement des

fonds d'investissements tels que Vanguard Group, BlackRock, le chiffre d'affaires record ou les 336 millions de dollars de rachats d'actions ne suffisent pas. La marge opérationnelle stagnante, le conseil d'administration a exigé des mesures pour la faire repartir à la hausse.

Lors d'une réunion diffusée par Internet, le PDG a qualifié la masse salariale de principale dépense pour

l'entreprise, oubliant apparemment que, dans une entreprise de logiciels, c'est bien dans les salariés qu'est la matière première! Ce n'en est pas moins dans les effectifs qu'il voulait tailler. Dans les différents bureaux aux États-Unis, les suppressions d'emplois ont aussitôt été appliquées, les salariés concernés ont été accompagnés à la sortie sitôt leur licenciement notifié. Et, le jour de l'annonce des 4 %

de licenciements, le prix de l'action grimpait de... 4%.

En 2009, un précédent plan de licenciements avait surtout touché les États-Unis. Cette fois-ci, il est clair que personne n'est à l'abri. Les discussions vont bon train sur l'absurdité de ces mesures, la brutalité du choix des actionnaires et leur mépris à l'égard des salariés qui font leur richesse.

Correspondant LO

Sillia - Vénissieux: une fermeture probable

La direction de l'entreprise Sillia à Vénissieux a déposé le bilan le 23 février. Le 1^{er} mars, le tribunal de commerce de Lyon a ouvert une procédure de redressement judiciaire.

Les éventuels repreneurs (peu probables) ont six semaines pour déposer leurs offres. Pour les salariés, ce n'est pas une surprise, ils s'y attendaient depuis longtemps.

En 2012, Bosch avait décidé de transformer une partie de son site de Vénissieux en fabrique de

panneaux solaires. Mais dès la fin de l'année il y avait du chômage et, dès mars 2013, Bosch annonçait sa volonté de se désengager de la fabrication des panneaux solaires, qui employait 3 000 personnes, principalement en Allemagne.

La vente de l'usine de

Vénissieux a été effectuée en juin 2014. Le repreneur, Sillia, était une petite entreprise bretonne, qui emploie actuellement 130 salariés à Vénissieux et 45 à Lannion. Bosch a mis le prix pour se débarrasser du solaire: vente pour 1 euro symbolique, plus de 15 millions donnés à Sillia, à qui il fait payer un faible loyer. Sillia a repris 128 des 250 salariés de Bosch. Pour les autres, ce furent des préretraites, des

mutations à Bosch-Rexroth ou des départs volontaires avec primes importantes.

Les panneaux solaires ne se vendant pas, depuis 2014, il y a eu régulièrement des périodes de chômage technique. Les millions de Bosch ont été vite dépensés et la direction n'a pas obtenu des banques ou de l'État les financements dont elle avait besoin.

Les travailleurs sont en colère. Dès le début, ils ne croyaient pas à l'avenir

de cette cession. Ils revendiquaient que Bosch apporte de nouvelles fabrications. Pour un groupe de 390 000 salariés, qui a fait 4,6 milliards d'euros de bénéfices en 2015, il serait possible de partager le travail entre les salariés, si un secteur ne marche pas. Mais ce n'est pas le problème d'un tel groupe riche, et il faudra le lui imposer.

Correspondant LO

Air France : augmentez les salaires !

Mardi 7 mars, des travailleurs d'Air France ont fait grève et manifesté à Orly, Roissy et Toulouse, pour réclamer des augmentations de salaire, à l'appel de la CGT, de FO, de Sud, de l'UNSA et d'Alter, un syndicat de pilotes.

Le même jour, la direction ouvrait les négociations salariales annuelles avec les syndicats, sur fond de gel durable des salaires d'une part, et de révélations sur les copieuses augmentations que ce sont accordées les membres du comité exécutif d'Air France-KLM, d'autre part.

En effet, alors qu'en 2015 les 14 membres de la haute direction avaient eu droit à 3 millions d'euros, en 2016, ils se sont octroyé 5 millions. Cela fait 357 143 euros chacun. Mais c'est une moyenne et, plus on grimpe dans la hiérarchie, plus les chiffres s'envolent.

On vient d'en avoir un exemple. En plein scandale sur ses propres augmentations, la direction du groupe Air France-KLM a cherché à apparaître raisonnable en refusant au PDG de KLM, la compagnie néerlandaise passée sous l'aile du groupe, les 50 000 euros de mieux qu'il réclamait sur son salaire fixe annuel de 450 000 euros. Elle ne lui a accordé « que » 25 000 euros ! Quant à son supérieur, le PDG d'Air France-KLM, il émarge à 600 000 euros de fixe annuel, plus autant de part variable, soit 100 000 euros par mois.

Ce sont ces gens-là qui gèlent depuis cinq ans la paye des travailleurs, qui font travailler de jeunes mécanos-avion pour 1 350 euros et qui veulent que, dans

leur nouvelle compagnie low-cost, les salaires des hôtesses et stewards soient de 40 % inférieurs à ce qu'ils sont actuellement.

Alors, il ne faut pas s'étonner si 700 salariés d'Air France, parmi les plus nombreux à avoir débrayé, se sont retrouvés devant le Dôme, siège de la compagnie, à l'aéroport de Roissy-CDG. Il y avait là des ouvriers de maintenance, qui avaient dû marcher une heure depuis leurs ateliers et hangars, d'autres venus d'Orly-Nord et de l'usine de Villeneuve-Saint-Georges, avec une présence visible du personnel commercial au sol ainsi que des hôtesses et stewards. Las d'attendre



à cet endroit, les manifestants ont fini par entrer dans les locaux de la direction, qui s'était éclipse.

Vendredi 10 mars, une autre réunion patron-syndicats était prévue sur les salaires. Et il était question d'une nouvelle mobilisation sur les salaires à cette occasion. Depuis 2012 les

salaires sont gelés, l'inflation a été de 6 % officiellement, ce que les travailleurs de la compagnie ont perdu est bien plus encore.

Des syndicats réclament 300 euros d'augmentation, et que la direction ne vienne pas dire qu'elle n'en a pas les moyens ! D'abord, Air France annonce près

d'un demi-milliard de bénéfices cette année. Quant aux 300 euros, pour nombre de salariés de la compagnie, ils correspondent à l'augmentation de 17,6 % en moyenne que les membres de la haute direction ont trouvé normal de s'accorder en 2016!

Correspondant LO

Égalité salariale, on attend encore

Le bilan social 2016 d'Air France a apporté des chiffres qui parlent d'eux-mêmes, et pas seulement sur ce que ses hauts dirigeants considèrent comme des salaires normaux.

Dans ce document, on découvre aussi ce qu'il en est de l'égalité salariale hommes-femmes, censée être garantie par la loi, dans une des plus grandes entreprises du pays.

C'est édifiant et en fait scandaleux car, dans toutes les catégories de personnel et tous les métiers, les salaires féminins sont

notoirement inférieurs aux salaires masculins.

Parmi le personnel au sol, le salaire moyen des ouvrières et employées est, selon les données de la direction, de 2 070 euros brut, contre 2 980 euros pour leurs camarades masculins. Selon la même source, il est de 3 744 euros brut pour les techniciens mais de 3 243 pour les techniciennes.

On pourrait se dire que cette différence s'explique par le fait que beaucoup d'ouvriers et techniciens travaillent en équipe, de

nuits, week-ends et jours fériés compris, alors que les femmes travaillent généralement en horaire normal. Mais, on retrouve le même écart chez les cadres de niveau 1, de niveau 2 et de niveau 3.

Quant au personnel navigant, la situation n'y est pas plus brillante. Chez les PNC (personnel navigant commercial), où les femmes sont fortement représentées, les hôtesses gagnent en moyenne 3 549 euros brut, contre 3 562 euros pour les stewards. C'est presque autant, mais moins

quand même. Et c'est même bien moins quand on passe aux chefs de cabine et chefs de cabine principaux.

S'agissant des pilotes, l'écart hommes-femmes augmente plus on monte dans la hiérarchie, pour atteindre près de 20 % au sommet. Et, du copilote au commandant de bord, puis cadre et enfin instructeur, c'est toujours en défaveur des femmes, même si année après année, chaque 8 mars, gouvernants et patrons sont prêts à promettre que cela va et doit changer.

Correspondant LO

Trinéo – Sevrans : les travailleurs ne se laissent pas intimider

Jeudi 2 mars, plusieurs dizaines de personnes étaient rassemblées à l'appel de la CGT devant Trinéo, à Sevrans en Seine-Saint-Denis, un centre de tri de déchets appartenant au groupe IHOL. Elles accompagnaient un délégué pour contester la sanction que la direction voulait prendre à son encontre.

Ce centre de tri, anciennement géré par Veolia et repris depuis 2014 par le groupe IHOL, fait partie du réseau des centres de tri du Sycotom. Chaque jour, plusieurs dizaines de camions convergent vers ce centre de tri qui traite plusieurs dizaines de tonnes de déchets ménagers et où travaillent près d'une quarantaine de salariés.

La direction affiche fièrement sur sa plaquette de communication qu'elle a

réalisé depuis son arrivée des travaux de « modernisation complète de la ligne de tri », et d'« amélioration des conditions de travail du personnel ». Mais, s'il y a effectivement eu des travaux, concernant les conditions de travail c'est bien loin d'être une amélioration.

Chez Trinéo, le travail se fait en équipes fixes de matin et de soirée. Les conditions de travail sont épuisantes, car le tri s'effectue le plus souvent debout. En

effet il est fréquent que des déchets tombent du tapis, ce qui rend inconfortable le tri en position assise. Et, la vitesse du tapis étant de plus en plus rapide, il est de plus en plus difficile de suivre le rythme, ce qui occasionne fatigue et tendinites.

Comme si cela ne suffisait pas, la direction a ajouté, depuis la modernisation, des tâches supplémentaires à effectuer. Ainsi, alors qu'auparavant il n'y avait que trois tâches de tri à réaliser, il y en a aujourd'hui cinq, sans que le nombre de postes ait été augmenté. Sans compter qu'il n'est pas rare que les absents ne soient pas remplacés. Et cela, même quand la direction est au

courant à l'avance de ces absences. Il est évident qu'elle cherche toujours à faire réaliser les mêmes tâches à moins nombreux. Tout cela pour des salaires qui restent plafonnés au smic et qui ne sont un petit peu plus élevés que grâce à diverses primes, d'ailleurs fort maigres.

C'est dans ce contexte que la direction a convoqué le délégué pour sanction. Même si la direction n'a pas donné de motif, il était évident pour tout le monde qu'elle cherchait surtout à sanctionner tous ceux qui contestent sa politique.

Elle a surtout réussi à susciter la colère de bon nombre de salariés. Cela rappelait qu'en 2012, sous la bannière de Veolia, la

direction avait déjà dû reculer face à une grève pour la dignité. En effet, à cette période, la direction n'hésitait pas à pratiquer des retenues sur salaire, pour les temps de pause toilettes ou pour les retards dus aux annulations de trains. Mais après huit jours de grève elle avait cédé.

Alors, même si cette fois la direction a indiqué qu'elle maintenait une sanction, elle a dû affirmer qu'il n'y aurait pas de licenciement.

Les salariés savent qu'il leur faudra rester vigilants, mais ils sont fiers d'avoir montré à la direction qu'elle devait aussi compter avec leur mobilisation.

Correspondant LO

À la SNCF

Paris-Nord : la réorganisation ne passe pas !

En gare de Paris Nord et dans certaines gares environnantes, la direction de la SNCF veut modifier l'organisation du travail. Alors que cela va jouer sur les horaires, les lieux et les conditions de travail des agents des gares, la direction veut imposer ses projets. Mais dans plusieurs secteurs, les

cheminots ont réagi.

Les agents commerciaux des gares d'Épinay-Villetaneuse et de Saint-Denis ont envahi, à une quinzaine, deux réunions prévues avec la direction, pour lui dire ce qu'ils pensaient de ses méthodes et présenter leur propre projet. Ils ont obtenu le report de la

réorganisation sur leur secteur et l'organisation d'une table ronde.

Sur le nord du RER D, les cheminots n'apprécient pas non plus l'organisation du travail que la direction veut mettre en place et sont, eux aussi, allés le lui dire à une vingtaine dans ses bureaux.

Quant à la gare du Nord, il n'est pas question d'accepter sans réagir la suppression de la principale bulle d'accueil. Cette bulle permet à la fois d'être un peu protégé du comportement parfois agressif de certains voyageurs, et du froid en plein hiver. Tout le matériel qui

s'y trouve permet de renseigner correctement les voyageurs.

C'est donc à plus de 50 que les agents de la gare du Nord ont investi à leur tour des réunions avec la direction.

Les cheminots n'ont pas dit leur dernier mot.

Correspondant LO

Saint-Pierre-des-Corps : réaction contre une agression

Mardi 28 février, une voyageuse excédée par une attente interminable au guichet de Saint-Pierre-des-Corps a violemment agressé verbalement une des deux seules agents de ventes qui restent en gare : celle qui aide les usagers aux bornes.

Les guichets de la gare de Tours ont été fermés

immédiatement en signe de solidarité, suite à cette agression. Vendredi 3 mars, un rassemblement a réuni une centaine de cheminots, d'usagers et de militants syndicaux en soutien à l'agent agressé. Tous les intervenants ont mis en cause les politiques de suppressions de postes de la direction et du

gouvernement. Certains faisaient le lien avec la situation dans les hôpitaux ou dans les écoles.

En gare, l'émotion et la colère se font largement sentir chez les collègues de l'agent agressé. D'autant plus que la décision de supprimer la quasi-totalité des vendeurs en gare de Saint-Pierre-des-Corps à partir

de début février avait amené les cheminots à faire plusieurs jours de grève en fin d'année 2016.

La direction SNCF avait fait la sourde oreille, tout à ses objectifs de rentabilité. Comme s'il n'y avait pas déjà trop de chômeurs dans ce pays !

Suite à l'incident, la direction a décidé de

remettre un deuxième vendeur l'après-midi, sans préciser pour combien de temps. De toute façon, pour ceux présents au rassemblement comme pour les cheminots de la gare de Saint-Pierre-des-Corps et de Tours, le compte n'y est pas.

Correspondant LO

Ateliers du Landy : mouvement contre les suppressions de postes

Aux ateliers SNCF du Landy, en Seine-Saint-Denis, où sont entretenus les TGV du réseau Nord, une bonne vingtaine de postes pourtant prévus à l'organigramme 2016 ne sont toujours pas tenus faute d'embauches.

Pour 2017, la direction n'annonçait que dix embauches, sur les vingt nécessaires pour tenir ces postes. Mais, de plus, elle annonçait par la même occasion une suppression de 39 autres postes d'agents, en prétextant une baisse de charges.

À cette annonce, les organisations syndicales ont déposé des préavis de grève, ceux de la CGT, FO, Unsa de 48 heures toutes les semaines du mercredi au vendredi matin 6h. Sud, de son côté, proposait de faire 3 heures 59 à chaque prise de service, pour désorganiser la production.

Les pétitions contre ces

suppressions ont été largement signées. Mercredi 2 mars, au démarrage de la grève, la direction du Landy restait cantonnée sur ses positions et une quarantaine de cheminots sont allés à la direction régionale interpellier le DRH et apporter les pétitions. Dans cette réunion, chacun a pu exprimer sa rancœur contre cette politique. Les travailleurs ont dénoncé le recours à l'intérim plutôt qu'à l'embauche : ils sont 26 dans ce cas aujourd'hui. Ils ont aussi dénoncé les 26 000 heures supplémentaires en 2016, qui correspondent à 17 postes d'agents. C'est bien la preuve que la

charge de travail est déjà trop importante pour les effectifs actuels. Il faut annuler ces suppressions de postes et au contraire embaucher, à commencer par les intérimaires.

Le DRH a courageusement répondu que ces décisions n'étaient pas de son ressort et que c'est maintenant à Lille que les budgets des ateliers du Matériel sont alloués.

Bien que les syndicats CGT, FO et Unsa aient annoncé leur retrait de la grève, celle-ci a continué le lendemain jeudi 3 mars et, même limitée, elle a suffisamment inquiété la direction, qui a cédé par écrit, non sur la suppression des 39 postes, mais sur dix embauches supplémentaires pour couvrir les postes non tenus. Avant de reprendre, les grévistes ont exigé le



Rassemblement des grévistes aux ateliers du Landy.

paiement de cette journée de grève du 3 mars, ce que la direction a accepté.

Le mouvement n'a pas été assez fort pour s'opposer à la suppression des 39 postes en 2017. Mais le fait d'avoir obligé la

direction à accepter, en deux demi-journées de grève, vingt embauches au lieu de dix, pour couvrir au moins l'organigramme existant, est à mettre à l'actif des grévistes.

Correspondant LO

Technicentre – Rennes : du pognon !

Depuis maintenant deux mois, les débrayages se succèdent tous les mardis au Technicentre SNCF de Rennes, à l'appel de la CGT, après le retrait de la CFDT. La décision de la direction de supprimer une prime de 41 euros brut par mois à partir de janvier 2017 ne passe pas chez les ouvriers.

Cette indemnité venait en compensation de la décision des patrons de

délocaliser les ateliers de Rennes à Saint-Jacques-de-la-Lande. Ce déplacement qui s'est traduit par des frais supplémentaires pour se rendre au travail pour nombre de salariés ne pouvant plus toujours y venir en train et contraints de prendre la voiture ou de s'organiser en covoiturage.

Lors des débrayages, les travailleurs se sont retrouvés à environ une centaine

sur un effectif de 400. Lors d'un défilé dans les ateliers, ils ont revendiqué un minimum de 300 euros pour tous sur l'année. Ce n'est pas du goût de la direction, qui aurait préféré que le débrayage se fasse en silence. Les patrons manient carotte et bâton, menacent d'envoyer les huissiers et essaient de semer la division en proposant un dédommagement différent

aux uns ou aux autres. Mais le solde de tout compte proposé est si faible qu'il fait unanimement penser que ça ne fait pas le compte.

Dans les ateliers, sur ses écrans plats flambant neufs, la direction abreuve les salariés d'éloges sur « les objectifs atteints »... mais cela ne remplit pas le frigo ! Avec un salaire d'environ 1200 euros par mois pour de nombreux ouvriers de

l'atelier, il n'est plus possible de s'en sortir. C'est ce que les ouvriers du Technicentre sont allés dire aux patrons en envahissant la dernière réunion du comité d'entreprise.

Mardi 7 mars encore, ils étaient 85 à réclamer les 300 euros et à revoter un nouveau débrayage et, pour changer, un jeudi.

Correspondant LO

La révolution dans l'armée

La révolution, victorieuse à Petrograd le 27 février (12 mars) 1917, ne mit pas longtemps à toucher le front, où l'armée russe piétinait depuis trois ans face à l'armée allemande. Un soldat raconte un des multiples meetings tenus à l'annonce de la révolution :

« Quand tous ont eu fait silence et formé les rangs, le premier orateur des délégués ouvriers et soldats à prendre la parole a été le camarade Kossouraïev, de la 9^e compagnie, qui a fait un discours enflammé, expliquant pourquoi et en l'honneur de quoi nous étions venus ici : "Pour fêter la liberté de notre Russie, honorer la mémoire de nos camarades tombés pour la liberté et pour ne pas oublier ceux qui sont enfermés dans les prisons dont les murs suintent de saleté." Son discours a été prononcé avec une telle émotion que personne ne pouvait retenir ses larmes. »

« Après lui est intervenu le deuxième orateur, Tsiglov, qui a exprimé nos besoins, nos souffrances et a décrit les punitions venant de nos chefs qui se comportaient de façon si révoltante. À entendre un discours si beau, chaque soldat en avait l'âme retournée, tous avaient le visage en larmes. »

« On avait envie de dire : "Voilà comment vous, scélérats que vous êtes, vous vous comportiez avec nous les soldats. Maintenant, regardez-nous les yeux dans les yeux. Qui de nous avait raison, qui était coupable ? Vous buviez notre sang, vous nous forciez à appeler blanc ce qui est noir et noir ce qui est blanc, mais le noir s'est levé devant les yeux des soldats, il s'est transformé en blanc, puis en rouge et soudain tout s'est obscurci comme dans l'épaisseur mortelle de la nuit !" Nos soldats ne laissaient pas parler les officiers parce que ceux-ci avaient tous les torts et se taisaient, tandis que les soldats faisaient connaître tout ce qu'ils ne pouvaient retenir des douleurs accumulées ces derniers temps. »

Au front, des soviets de soldats se constituent. Dans les villes, les soldats siègent aux côtés des ouvriers dans les soviets. Sous leur dictée, le 1^{er} mars, le soviets de



Soldats russes épuisés par la guerre.

Petrograd adopte le prikaze (ou ordre) N°1. Le texte prévoit l'élection dans toutes les unités d'un « comité de représentants parmi les simples soldats ». Il précise :

« Dans tous ses actes politiques, l'unité militaire obéit au soviets de députés ouvriers et soldats, et à ses comités. »

- Les armes de tout genre (...) doivent se trouver à la disposition et sous le contrôle des comités (...), et ne seront en aucun cas délivrées aux officiers,

même s'ils en faisaient sommation.

- En dehors du service et du rang, dans leur vie politique, civique et privée, les soldats ne sauraient être lésés dans les droits dont jouissent tous les citoyens. Notamment le garde-à-vous au passage d'un supérieur et le salut militaire obligatoire sont abolis hors service.

- De même sont supprimées les formules décernées aux officiers : Votre Excellence, Votre Noblesse, etc.

- Les mauvais traitements

de gradés de toute sorte à l'égard des soldats, et le tutoiement, sont interdits. »

C'était la traduction spectaculaire, jusqu'au front, du fait qu'en ce printemps 1917, de tous les pays belligérants, la Russie était devenue, selon l'expression de Lénine, « le plus libre du monde ». Les soldats, organisés dans leurs soviets ou comités, commandaient désormais aux officiers. En pleine guerre, c'était bien la révolution à l'armée !

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2017.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Salon de l'agriculture : veaux, vaches, cochons, couvées... et réalité

Le Salon de l'agriculture vient de fermer ses portes, avec plus de 600 000 visiteurs. Ce salon est un peu comme celui de l'auto. Les vaches sont tondues, brossées, bichonnées pour être exposées au public, avec concours de beauté, remise de médailles et visites de ministres, président et politiciens bourgeois candidats à la présidentielle, tous venus faire leur numéro de caresses et s'obligeant à avaler charcuteries et fromages sous les caméras.

Mais la réalité de l'agriculture ne correspond guère à cette vitrine. De plus en plus nombreux sont les agriculteurs, en particulier éleveurs et producteurs de lait, qui n'y arrivent plus et cessent leur activité. D'année en année, le nombre d'exploitations ne cesse de diminuer: 26% de moins entre 2000 et 2010 et

encore 8% de moins entre 2010 et 2013.

Comment vivre de son travail, en effet, quand en 2015, le prix du lait payé au producteur a chuté de 20%, laissant de nombreux producteurs sur le carreau. Ce sont les petits évidemment, car les plus gros profitent au contraire de la crise du lait en rachetant à

ceux qui sont mis en faillite leurs droits de production laitière et leurs terres. En trois ans, les grandes exploitations ont ainsi grandi en surface de 9%.

Dans de nombreuses petites exploitations, l'apport d'un salaire extérieur est devenu absolument nécessaire pour tenter de tenir. Aujourd'hui, dans le monde agricole, deux femmes sur trois travaillent hors de la ferme, en usine, dans un supermarché, à l'hôpital... Le travail agricole seul est source de ruine.

Au fond, c'est la démonstration que la vie des petits agriculteurs n'est pas très différente de celles des travailleurs des villes. Bien que non salariés et

propriétaires en titre, mais en sursis, de leurs terres, beaucoup d'entre eux, qui croient travailler pour eux-mêmes, sont en réalité soumis à la toute-puissance de grands groupes capitalistes, industriels transformateurs et distributeurs, qui s'entendent sur leur dos pour tirer vers le bas les prix qui leur sont payés.

Les petits agriculteurs sont confrontés aux capitalistes de l'industrie et de la distribution tout autant que les travailleurs salariés. Ils sont aussi confrontés aux capitalistes de la terre, qui forment un seul bloc avec les autres. On voudrait faire croire aux petits agriculteurs qu'ils peuvent se défendre seuls, avec à leur

tête de gros propriétaires tels que l'ancien président de la FNSEA, Xavier Beulin, récemment décédé, qui cumulait les fonctions de gros céréalier sur 200 hectares et de patron d'un très grand groupe de l'industrie agroalimentaire. C'est un leurre et une impasse.

Le système capitaliste ne profite qu'à une petite minorité de possédants. Les petits producteurs en sont les victimes, comme les travailleurs salariés, alors que ce sont eux qui créent ensemble les richesses. Mettre fin à cette société d'exploitation et d'injustice est leur intérêt commun.

Philippe Logier

Tempête Zeus : EDF enterre les travaux

La tempête Zeus, qui a frappé la France les 6 et 7 mars, a provoqué beaucoup de dégâts, et notamment, au plus fort de la tempête, des coupures d'électricité pour 600 000 foyers, chiffre ramené ensuite à 260 000. Un mois avant déjà, le 5 février, la tempête Leiv avait entraîné des coupures pour 250 000 foyers.

Les grandes tempêtes, avec des vents dépassant les 100 km par heure et parfois beaucoup plus, se répètent régulièrement : de la catastrophe de Xynthia en février 2010, à la tempête Klaus en janvier 2009, avec 170 000 foyers sans électricité, jusqu'aux tempêtes Lothar et Martin, les 26 et 27 décembre 1999, durant lesquelles plus de trois millions de foyers furent touchés par les coupures de courant. Chaque fois, des arbres ou des branches tombent sur les lignes électriques

aériennes, qui sont détériorées. Il faut alors mobiliser des centaines d'agents ERDF pour réparer le réseau. Et, chaque fois, les victimes des coupures protestent et se demandent pourquoi les lignes ne sont pas enterrées.

Enterrer des lignes coûte évidemment beaucoup plus cher que de les installer en aérien. On parle de 100 milliards d'euros qui seraient nécessaires pour enterrer toutes les lignes de France. Aussi EDF et sa filiale exploitant le réseau, ERDF, se contentent-elles



Réparation d'une ligne électrique aérienne.

d'un service minimum : lorsqu'elles construisent des lignes nouvelles, elles en enterrent environ 80%. En revanche, pour les lignes anciennes déjà installées, les travaux d'enfouissement vont très, très lentement. Au total,

seules 44% des lignes sont enterrées.

À tout prendre, EDF et ERDF préfèrent encore effectuer des réparations au plus pressé, après chaque tempête dévastatrice, plutôt que d'avoir un plan pour enterrer le réseau. Et

tant pis pour les usagers.

Ceux des départements de l'Ouest, et pas seulement, peuvent donc se douter qu'à la prochaine tempête, beaucoup d'entre eux seront à nouveau obligés de s'éclairer à la chandelle.

André Victor

Turquie : Erdogan se sent menacé

Le 5 mars, lors d'un meeting à Istanbul, le président turc Erdogan s'en est pris au gouvernement allemand. Il lui a reproché l'annulation dans trois grandes villes d'Allemagne de plusieurs meetings où des ministres turcs devaient intervenir. Il s'agissait de convaincre les résidents turcs de voter oui lors du référendum organisé par Erdogan le 16 avril prochain. Provocateur, Erdogan n'a pas hésité à comparer l'attitude du gouvernement Merkel aux pratiques des nazis.

Depuis le putsch militaire avorté du 15 juillet, Erdogan gouverne, ou plutôt règne, sans respecter ni lois ni Constitution. Il souhaite donc, ni plus ni moins, modifier celle-ci afin de mettre en place un régime ultraprésidentiel lui garantissant les pleins pouvoirs. Il pourrait ainsi gouverner seul par décrets, décider du budget, déclarer l'état d'urgence, nommer les ministres, les hauts

fonctionnaires, la moitié des membres de la Cour constitutionnelle, etc. Il serait également commandant en chef de l'armée et maître des services secrets. On entend dire qu'il serait le nouveau sultan. Au passage, il pourrait ainsi également se mettre à l'abri de poursuites judiciaires qui le menacent.

Las, Erdogan est de moins en moins sûr que le oui l'emportera lors du

référendum organisé pour approuver cette réforme constitutionnelle. Les effets de l'aggravation de la crise économique pour la population, la dévaluation de 25% de la livre turque par rapport au dollar et à l'euro, se traduisent par la chute du pouvoir d'achat et par des faillites à la chaîne pour des milliers de petits commerçants, hier encore inconditionnels d'Erdogan. Ainsi, ces dernières semaines, presque tous les sondages donnent le non gagnant, à tel point qu'Erdogan souhaite « pour l'instant les laisser de côté ». À court d'arguments convaincants pour le oui, il recourt à un amalgame selon lequel voter « avec les terroristes (kurdes) du PKK, et avec les assassins de la

bande de Gülen ». Il est en cela relayé jour après jour par les médias, les seuls qui subsistent lui étant entièrement dévoués. Les médias d'opposition ont été muselés, 151 journalistes emprisonnés et 2 500 licenciés, dans l'impossibilité de retrouver du travail.

C'est dans ce contexte que, en février, le correspondant germano-turc du quotidien allemand conservateur *Die Welt* a été arrêté et emprisonné sous l'accusation de complicité avec le PKK, donc lui-même « terroriste ». Les protestations du gouvernement allemand n'ont abouti qu'à faire monter Erdogan d'un ton. Les autorités allemandes ont donc décidé de ne pas autoriser les meetings électoraux d'Erdogan et de ses ministres sur

leur territoire où, depuis deux ans, les Turcs expatriés en Europe sont appelés à participer aux scrutins organisés en Turquie. Craignant de perdre le référendum, Erdogan espère que quelques dizaines de milliers de voix des Turcs d'Allemagne fassent basculer le résultat.

Devant la dégradation de la situation générale, et toujours dans la crainte d'un coup d'État militaire, Erdogan et son gouvernement brandissent maintenant la menace d'une guerre civile si le non l'emportait. Il n'est pas sûr que ces menaces et ces mises en scène destinées à attiser la peur et à se présenter comme l'unique rempart suffisent à sauver l'opération politique d'Erdogan.

Julien Silva